



Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

**l'icône**  **située en haut à gauche de cette page Résana.**

## **Économie et vie des entreprises**

- Économie. Classement des plus grandes entreprises normandes : CERP, Agrial, Les Maîtres Laitiers... connaissez-vous les 10 premières ? (Tendance Ouest)
- Lutte contre le travail dissimulé en Normandie : plus de 50 millions d'euros redressés en 2025 (Ouest France)
- Sur la rive gauche de Rouen, environ 200 salariés du groupe Ziegler « sans salaire du jour au lendemain » (Paris Normandie)
- Au Havre, les Siemens Gamesa poursuivent la grève, un dialogue « difficile » avec la direction (Paris Normandie)

## **Nucléaire**

- Des milliers d'embauches et de plus en plus de formations : en Normandie, le secteur du nucléaire est en plein essor (Ouest France)

## **Port**

- Guerre au Moyen-Orient : des conséquences directes pour les trafics portuaires du Havre et de Rouen (Paris Normandie)

## **Sécurité**

- Fécamp. Trafic de drogue en famille et entre amis : jusqu'à quatre ans de prison pour les prévenus (Courrier Cauchois)

## **Collectivités locales et équipements publics**

- Alerte rouge ou "scenario du pire" ? Près de Rouen, l'état des finances inquiète, les élus se justifient (76 actu)
- Près d'Elbeuf, un nouveau toit pour les associations sportives et culturelles (Paris Normandie)

## **Santé**

- Seine-Maritime. Protoxyde d'azote : quelles conséquences pour la santé ? Les explications d'un médecin (Tendance Ouest)

## **Éducation**

- Au lycée Schuman-Perret du Havre, la moitié des enseignants en grève pour dénoncer la suppression de deux postes (France Bleu)
- Profs, personnels et parents mobilisés devant le lycée Ango à Dieppe ce mardi matin (Paris Normandie)

## **Social et société**

- Journée des droits des femmes. Au Havre, elles collent les noms des 167 victimes de féminicides en 2025 (76actu)
- Il reçoit plusieurs dizaines de PV par jour après une usurpation d'identité : "Je ne vais pas payer mais l'État ponctionne directement sur ma retraite ! (France 3)
- Droits des femmes : manifestation et soirée engagées à Fécamp, avec Femmes d'ici et d'ailleurs (Paris Normandie)

## **Politique**

- Municipales 2026. Sans liste, le PCF donne une consigne de vote à Port-Jérôme-sur-Seine (Courrier Cauchois)
- Fécamp. "Nous ne voulons pas nationaliser cette campagne car elle doit rester locale" (Courrier Cauchois)
- Le Rassemblement National peut-il conquérir des mairies en Normandie ? (France 3)
- Municipales 2026. Urgence écologique : quelles mesures proposent les candidats à la mairie du Havre ? (76 actu)
- Municipales 2026 au Havre. Que proposent les candidats pour le stationnement ? (76 actu)
- Municipales 2026 à Vénestanville : Laurent Boudin affirme ne pas avoir « la folie des grandeurs » (76 actu)
- Municipales 2026 : Emmanuel Mallet, candidat à Forges-les-Eaux, présente les grandes lignes de son programme (76 actu)
- Municipales 2026:Christine Lesueur, candidate à Forges-les-Eaux, présente les grandes lignes de son programme (76actu)
- Municipales 2026 à Canteleu : sécurité, jeunesse et logement au cœur des programmes des candidats (Paris Normandie)
- Municipales 2026 : à Bois-Guillaume, les cambriolages s'invitent dans la campagne électorale (Paris Normandie)
- Municipales 2026. Jean-François Debieu veut « redynamiser le centre-bourg » de La Poterie-Cap-d'Antifer (Paris Normandie)
- Municipales 2026. À Saint-Vaast-du-Val, Ludovic Jourdain veut « écrire une nouvelle page » (Paris Normandie)
- Environnement : les propositions des candidats aux municipales à Dieppe (Paris Normandie)
- Dans les villages autour de Fécamp, quelques batailles en vue : le point sur les élections municipales 2026 (Paris Normandie)
- Municipales 2026 : Daniel Beuzelin se représente à Grémonville et a « encore trop d'idées pour arrêter » (Paris Normandie)
- Municipales 2026. Près d'Elbeuf, jeunes, familles et cadre de vie en tête du programme de Rémy Léger (Paris Normandie)
- Municipales 2026. Près d'Elbeuf, Gérard Soucasse veut améliorer le cadre de vie (Paris Normandie)

## **Divers**

- L'ex-DGS de Neufchâtel-en-Bray, visé par une enquête pénale, revient en Normandie (Le Poulpe)

## **Acteurs publics**

- Projet de loi "Décentralisation" : au sein de la préfectorale, la tentation de déroger à la loi et non plus uniquement au règlement
- Normes, concours, contractuels : le gouvernement veut encore simplifier la gestion RH de la fonction publique territoriale
- Le dispositif des conseillers numériques en passe de s'éteindre progressivement d'ici 2027
- Nominations à la Cour des comptes : un ajustement discret pour préserver la réputation d'indépendance

## Economie. Classement des plus grandes entreprises normandes : CERP, Agrial, Les Maîtres Laitiers... connaissez-vous les 10 premières ?

*Mathilde Rabaud*

3-4 minutes

---

Le nouveau [palmarès des 1 000 premières entreprises régionales](#), publié par le **Journal des Entreprises**, révèle la hiérarchie économique en Normandie. Basé sur le chiffre d'affaires 2024, ce classement met en lumière les poids lourds de la région et les dynamiques de croissance qui rebattent les cartes.

Cette année, un changement majeur s'opère au sommet.

### **CERP devient la première entreprise normande en chiffre d'affaires**

Le **grossiste pharmaceutique CERP** s'impose en tête du classement 2026. Basée à [Rouen](#), l'entreprise affiche une progression spectaculaire, portée par la fusion entre CERP Rouen et CERP Rhin Rhône Méditerranée.

Cette union stratégique donne naissance à un ensemble de 4 800 salariés, structuré autour d'un maillage de plusieurs dizaines d'agences en France et en Belgique. Leur mission : **approvisionner plus de 11 000 pharmacies**. Résultat, une croissance annuelle de plus de 60%, qui permet à CERP de dépasser l'historique leader normand.

### **Agrial vise un retour à la première place grâce à un projet de fusion**

Longtemps numéro un régional, **le groupe coopératif Agrial** recule d'un rang... mais pourrait rapidement rebondir.

La coopérative agroalimentaire basée à [Caen](#), propriétaire notamment des marques Danao, Florette ou Soignon, affiche déjà 7,1 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2024.

Son projet de fusion avec Terrena pourrait changer la donne.

L'opération donnerait naissance à la première coopérative agricole française et à la quatrième à l'échelle européenne, regroupant 30 000 salariés et autant d'agriculteurs adhérents. Reste une étape décisive : le vote des membres.

## **La Matmut accélère avec le rachat d'activités de HSBC**

A la troisième place, [Matmut](#) prépare également une forte progression. L'assureur rouennais a finalisé en 2025 l'acquisition de **HSBC Assurances Vie France**, rebaptisée Korege.

Ce rachat stratégique doit faire passer le chiffre d'affaires du groupe de 3,2 à 4,8 milliards d'euros. Au-delà du volume, l'opération marque un tournant : la diversification vers l'épargne et la prévoyance vient compléter un modèle historiquement dominé par l'assurance dommages.

## **Les Maîtres Laitiers du Cotentin et Safran Nacelles dans le Top 5 normand**

Au pied du podium, la coopérative [Les Maîtres Laitiers du Cotentin](#) confirme son poids industriel avec 2,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Basée dans la [Manche](#), elle fédère plusieurs marques régionales reconnues.

Juste derrière, [Safran Nacelles](#), implantée près du Havre, s'illustre dans l'aéronautique avec la fabrication de nacelles d'avion. Filiale du groupe Safran, l'entreprise franchit la barre des 2 milliards d'euros en 2024.

## **Un baromètre clé de l'économie en Normandie**

Ce Top 20 est extrait du classement complet des 1 000 premières entreprises régionales. Il permet de mesurer la vitalité économique de la Normandie, entre industrie, agroalimentaire, assurance et pharmacie.

Fusions stratégiques, acquisitions majeures, croissance organique : le millésime 2024 confirme une chose. L'économie normande reste portée par de grands groupes coopératifs et industriels capables de se transformer rapidement.

## Lutte contre le travail dissimulé en Normandie : plus de 50 millions d'euros redressés en 2025

Marc Braun

6–8 minutes

---

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

Les redressements opérés en 2025 au titre de la lutte contre le travail dissimulé ont dépassé les 50 millions d'euros en Normandie. Les entreprises du BTP, de l'hôtellerie-restauration ou le transport de marchandises et colis sont particulièrement ciblés par les inspecteurs de l'Urssaf.

À la manœuvre en Normandie, vingt-deux inspecteurs et contrôleurs du travail de l'[Urssaf](#) (Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales) opèrent sur les cinq départements depuis leurs antennes de Rouen, Le Havre, Évreux, Caen, Alençon et Saint-Lô.

« Leur travail a conduit en 2025 à 365 contrôles ciblés (+ 30 % par rapport à 2024), annoncent Stéphane Blondel, responsable de la lutte contre le travail illégal, et Gwendal Gossec, sous-directeur en charge des contrôles. À la clef, plus de 50 millions d'euros redressés en lien principalement avec des entreprises du BTP, de l'hôtellerie-restauration, du transport de marchandises et colis. »

**Lire aussi :** [REPORTAGE. « Il nous faudra tout vérifier » : comment se déroule un contrôle Urssaf en Normandie ?](#)

### Opérations ciblées sur les autoroutes

En 2024, 95 millions d'euros avaient été redressés en Normandie. « La raison est liée à quatre gros dossiers traités alors sur le territoire normand mais qui concernent des sièges sociaux d'entreprises installées en région parisienne. Elles œuvrent dans notre région, sous-traitent, commettent des infractions », explique Stéphane Blondel.

L'année 2025 a tout de même connu un gros dossier avec 4 millions d'euros de redressement. « Il s'agit, là encore, d'une

entreprise de travaux publics domiciliée en région parisienne, avec un type de contrôle qui paie de plus en plus», annonce Stéphane Blondel. «Avec le soutien de la police et la gendarmerie, nous intervenons [sur l'A13, l'A29](#) et l'A28. Des véhicules d'entreprises, comme des camionnettes ou utilitaires, sont invités à gagner une aire de repos ou de service. Nous vérifions les identités, les profils des employés.»

**Lire aussi :** [Travail au noir : malgré la hausse des redressements, pourquoi l'Urssaf récupère si peu d'argent ?](#)

## **Le BTP toujours très surveillé**

Le bâtiment concentre toujours bon nombre des cas d'infractions en 2025, «avec des entreprises éphémères, des dirigeants non joignables, des entreprises dont le chiffre d'affaires explose en quelques mois avec beaucoup d'employés et un très faible taux de déclaration préalable à l'embauche, des véhicules loués...», abonde Gwendal Gossec. «Pour éviter ces situations, nous travaillons en amont avec les donneurs d'ordre, leur demandons d'être vigilants par rapport aux sous-traitants qui peuvent, eux aussi, recourir à d'autres sous-traitants, les risques de travail dissimulé s'accroissant.»

Les dirigeants de l'Urssaf en Normandie rappellent que «le redressement des cotisations non payées, qu'il s'agisse de la fraude patronale aux cotisations ou de simples erreurs, est un enjeu majeur pour les finances de la Sécurité sociale ».» «La lutte contre le travail dissimulé, c'est aussi une responsabilité collective au service d'un modèle social auquel les Français sont profondément attachés »,» insiste Sandra Auzannet-Aubineau, directrice de l'Urssaf Normandie.

## Sur la rive gauche de Rouen, environ 200 salariés du groupe Ziegler « sans salaire du jour au lendemain »

Cécile Frangne

5-7 minutes

La direction de la société Ziegler a annoncé, vendredi 27 février 2026, le projet de mise en redressement judiciaire de l'entreprise de transport belge. Environ 200 salariés sont concernés dans la métropole de Rouen.



Publié: 3 Mars 2026 à 20h30 Temps de lecture: 1 min

« *Si on nous avait dit à la fin de l'année que tout s'arrêterait deux mois plus tard...* » Devant le site quevillais du groupe Ziegler, cette conductrice de poids lourd soupire, « *dégoûtée* » et « *encore sous le choc* ». Lundi 2 mars 2026, il n'est que la mi-journée, mais la salariée de la société de transport rentre déjà chez elle. « *Vendredi, on nous a dit que l'on devait venir travailler aujourd'hui, mais ce matin on nous renvoie déjà chez nous* », explique-t-elle en contemplant les dizaines de semi-remorques stationnés en enfilade de chaque côté de l'entrepôt. « *Regardez, tous les camions sont là, ça veut tout dire...* ».

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

### Pas de salaire en février

Vendredi 27 février 2026, la direction de Ziegler France a dévoilé à ses 1 370 salariés français, répartis sur une cinquantaine de sites dans l'Hexagone, le [projet de mise en redressement judiciaire](#) de l'entreprise de transport belge à l'issue d'un comité économique et social. « *On nous a également dit qu'on ne serait pas payé à temps de notre salaire du mois de février* », témoigne un manutentionnaire travaillant sur le site du [Grand-Quevilly](#) – ex-Trans Service – qui emploie environ 140 salariés. Le groupe belge

possède également un autre site dans la métropole rouennaise, à [Saint-Etienne-du-Rouvray](#), qui compte une cinquantaine d'employés.

« À partir de janvier, les clients ont commencé à faire défection et la PDG de la branche française, arrière-petite-fille du fondateur du groupe Ziegler, est partie. »

### **Un salarié de Ziegler France**

*« Cela faisait plusieurs mois que l'entreprise était en difficulté, poursuit ce salarié. À partir de janvier, les clients ont commencé à faire défection et la [PDG de la branche française](#), arrière-petite-fille du fondateur du groupe Ziegler, est partie. Mi-février, le recours aux intérimaires a été stoppé faute d'argent. Ces dernières semaines, on avait beaucoup moins de travail. » « On ne pouvait même plus faire de gasoil directement au dépôt », acquiesce un chauffeur.*

### **« Je ne sais pas comment je vais tenir »**

La demande de placement en redressement judiciaire de la société devait être examinée lundi 2 mars par le tribunal de commerce de Lille. Pour les salariés qui se retrouvent « *sans salaire du jour au lendemain* », « *on nous a expliqué qu'il faudrait patienter 45 jours maximum pour le toucher*, explique une employée. *J'espère que cela va se décanter, sinon je ne sais pas comment je vais tenir...* »

*« Le délai de 45 jours est le délai légal, mais nous avons reçu l'assurance qu'il sera versé plus tôt »*, tente de rassurer Romuald Lefèvre, délégué syndical CGT du site de Ziegler à Bayeux et membre du CSE de Ziegler Normandie, nettement moins optimiste s'agissant de l'avenir de la société de transport. *« On nous parle de redressement. Mais comment redresser une société qui n'a plus de clients ? »*

Plusieurs actions sont prévues vendredi sur le site de Bayeux. Sollicitée, la direction de Ziegler au Grand-Quevilly n'a pas souhaité s'exprimer.

Lire aussi



## Au Havre, les Siemens Gamesa poursuivent la grève, un dialogue « difficile » avec la direction

Romain Huynh

5-6 minutes

Bientôt une semaine de grève sur le site havrais de Siemens Gamesa. Les négociations entre syndicat et direction n'ont pas encore abouti, et des points de crispation demeurent notamment sur la revalorisation de certains postes spécifiques.



Une partie des salariés de Siemens Gamesa est en grève depuis le mercredi 25 février 2026. - Boris Maslard/Paris Normandie



Publié: 3 Mars 2026 à 13h15 Temps de lecture: 1 min

La grève se poursuit sur le site Siemens Gamesa du Havre. [Depuis mercredi 25 février](#) 2026, une partie des salariés de cette usine qui fabrique [des pales d'éoliennes](#) depuis 2022 a débrayé, pour des motifs liés à des incidents de paye, à des sanctions disciplinaires jugées injustifiées et à la revalorisation de certains postes spécifiques.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Mardi 3 mars, le piquet de grève installé devant l'usine est toujours

actif. La veille, les représentants syndicaux ont été reçus par la direction, sans que cela permette de faire avancer significativement les négociations. « *Sur les payes, la direction a commencé à faire un travail de pompiers, au cas par cas, estime Clément Broudic, délégué syndical CGT. C'est-à-dire qu'ils ont commencé à verser les sommes dues à certains salariés. Nous leur demandons de travailler de manière collective et structurelle, en, reprenant l'ensemble des bulletins de salaire. On nous dit qu'il y aura un audit, mais sans préciser quand.* »

Le versement des salaires est en effet un aspect important du conflit, dans le sens où il est assuré par un nouveau prestataire ce qui, d'après les représentants du personnel, a provoqué des erreurs importantes et récurrentes.

## Des négociations au point mort



L'usine, qui fabrique des pales d'éoliennes, est le théâtre d'un conflit social depuis presque une semaine. - Boris Maslard/Paris Normandie

Sur les sanctions disciplinaires contestées et qui, pour la CGT, témoignent d'une « *pression managériale croissante* », la direction du site « *reste ferme et refuse d'en lever une seule* », indique Clément Broudic. Les représentants des salariés demandent la levée des sanctions pour dix salariés. « *On a l'exemple d'une personne qui ne pouvait pas rester en heures supplémentaires parce qu'elle avait un rendez-vous médical... malgré le justificatif, elle a été sanctionnée* », explique le représentant syndical.

Enfin, la reconnaissance et la revalorisation de certains postes, demandée par le syndicat, sont toujours au point mort. « *On nous mène en bateau, estime le délégué syndical. Nous étions prêts à arrêter la grève dans le cas d'une négociation entamée dans les 48 heures. Or, on nous propose un rendez-vous ce mardi 3 mars pour*

*caler une date, mais pas dans les 48 heures. » Il s'agit, en l'espèce, de postes du département logistique du site, mais qui exposent les salariés à des risques spécifiques comme l'exposition à des produits chimiques. Sur le piquet de grève, un salarié estime que la direction « cherche à jouer l'essoufflement ».*

Lire aussi

[Des Havrais bloqués à Dubaï, interview de Franck Keller, grève chez Siemens Gamesa... Le point actu à 20 h](#)

[Guerre au Moyen-Orient : des conséquences directes pour les trafics portuaires du Havre et de Rouen](#)

[Football – Droits TV : le HAC va devoir bouleverser ses habitudes](#)

**Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :**

[Le Havre \(Seine-Maritime\)](#)

**Ça se passe aussi vers**

**Ça se passe aussi vers**

[Le Havre](#)



[Au Havre, les policiers invitent les jeunes à venir les rencontrer au commissariat](#)



## Des milliers d'embauches et de plus en plus de formations : en Normandie, le secteur du nucléaire est en plein essor

Nicolas Denoyelle

11–15 minutes

---

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

Le nucléaire recrute en Normandie. Dès cette année 2026 mais aussi dans les années qui viennent. Et le secteur entend bien le faire savoir. Un vaste plan d'augmentation de formations en prévision de la montée en puissance de chantiers liés au nucléaire, essentiellement en Seine-Maritime et dans la Manche, a été lancé il y a plus de deux ans. Les premiers effets s'en ressentent.

À Penly, près de Dieppe, [le chantier préparatoire à l'accueil de deux nouveaux réacteurs type EPR2](#) est en cours en ce début 2026. «Actuellement, on estime à environ 1 200 le nombre de travailleuses et travailleurs, détaille Olivier Durand, directeur délégué Grand chantier EPR2 Penly dans le domaine emplois et formations. Là, c'est beaucoup de terrassement, et à partir de 2027, on va basculer vers du génie civil.»

**Lire aussi :** [EPR2 à Penly : EDF doit rassurer sur la solidité des futurs réacteurs](#)

### Déjà plus de 350 embauches

Une étude d'EDF estime que, rien que pour ce grand chantier, ce sont près de 15 000 emplois qui seront nécessaires dans les dix années qui viennent, et 8 500 le seront localement. «Nous n'en sommes qu'au tout début mais on voit bien que ça monte en cadence. Pour le moment, c'est essentiellement le bassin dieppois qui en bénéficie.»

À fin décembre, ce sont plus de 350 personnes qui ont été embauchées spécifiquement pour les EPR2 (1), dont plus de 80 % en contrat à durée indéterminée. La part des cadres représente un peu plus de 60 % sachant que, chaque mois, celle des ouvriers, techniciens et agents de maîtrise prend de plus en plus

d'importance.

## **Les reconversions bienvenues**

Si le calendrier est respecté et alors que l'enquête publique est en cours, c'est à la fin de 2026 que l'Autorité de sûreté de nucléaire (ASN) devra se prononcer définitivement sur la réalisation des deux réacteurs EPR2. Une réponse positive est attendue par EDF. «La transition pour le chantier interviendra alors véritablement en 2027 et là, il nous faudra élargir le recrutement à des bassins d'emplois plus importants.» Rouen, Le Havre, Amiens, Évreux ou encore Caen vont en bénéficier.

La palette des métiers recherchés est large. On parle de plus de 120 métiers différents : ingénieurs, techniciens, canaliseurs, soudeurs... «Côté sécurité, on embauche déjà beaucoup. Avec l'avancée du chantier, on crée aussi de nouvelles bases vie avec de nouveaux besoins en nettoyage industriel et pour nourrir tout ce monde.» En plus des 8 500 emplois locaux qui sont prévus, plus de 3 500 emplois induits devraient être créés. Pour Olivier Durand, les reconversions sont les bienvenues : «On a déjà de beaux exemples et toute personne motivée à nous rejoindre est la bienvenue.»

## **6 000 emplois de plus dans la Manche**

Pour répondre aux besoins, [l'Agence régionale de l'orientation et des métiers de Normandie](#) et le [projet 3NC](#), Normandie nucléaire, nouvelles compétences, ont comme objectif de former plus du CAP au doctorat.

Car si Penly est évidemment moteur, ce n'est pas le seul chantier. Les arrêts de tranche (grande révision) des réacteurs demandent aussi beaucoup de personnels et, [dans la Manche, on communique aussi sur les besoins à venir](#). «Entre 2025 et 2034, 6 000 emplois industriels supplémentaires seront créés à l'échelle du département de la Manche, passant de 16 000 à 22 000 emplois, explique la préfecture manchoise. 50 % de ces nouveaux emplois seront basés sur les trois sites industriels d'Orano La Hague, EDF Flamanville et Naval Group à Cherbourg ; et 25 % correspondent à des postes d'ingénieurs et de cadres, 35 % à des techniciens et spécialistes, et 40 % à des ouvriers et opérateurs.»

De gauche à droite : Michel Tchéké, 22 ans, et Justine Barbarin, 21 ans, étudiants en école d'ingénieur, et Enzo Chirol, 24 ans, responsable de la team 3NC. Cette équipe, composée de 35 étudiants du CAP à l'école d'ingénieurs, a pour mission d'avoir des jeunes qui parlent aux jeunes des métiers et des formations

## Plus d'alternance

Autant dire qu'il ne faut [pas chômer côté formation](#) pour ces grands chantiers mais aussi pour l'allongement annoncé de la durée de vie des centrales actuelles. «2 200 jeunes sont rentrés dans les classes 3NC à la rentrée 2024 et 2800 en 2025, pour un objectif de 5 400 par an à partir de 2028, explique la directrice du projet 3NC, Ilona Huthwohl. Sur ces 2800, 47 % sont des élèves en CAP, bac pro et BTS, et 53 % étudiants en bac + 3, bac + 5 et bac + 6, dans les domaines des travaux publics, de l'industrie et du nucléaire.» La directrice insiste sur la mixité : «Chacun peut trouver sa place dans une classe 3NC, filles et garçons !» Enfin «sur les 2 800 jeunes, 1 500 environ sont en apprentissage».

Ce qui est insuffisant, selon Ilona Huthwohl, qui en veut plus. «Nous avons créé la team 3NC des entreprises, dans laquelle une cinquantaine d'entreprises ont rejoint l'aventure 3NC. Et nous organisons le premier [Forum de l'alternance du nucléaire normand \(Fann\)](#), en ligne, entre le 7 et le 9 avril 2026.»

**Lire aussi :** [ENTRETIEN. Nucléaire en Normandie : « Il faut que les entreprises se mobilisent pour former des jeunes »](#)

## 35 jeunes pour l'attractivité des formations

Pour améliorer l'attractivité de ces métiers, 35 jeunes œuvrent à leur promotion un peu partout en France et parfois même à l'étranger. C'est le cas de Michel Tchéké, étudiant ingénieur génie civil à Builders Caen, venu du Cameroun. «Pour moi, le nucléaire, c'est l'avenir et c'est une branche qui embauche. J'ai fait un stage en conduite de travaux dans le bâtiment mais le côté habitation ne m'intéressait pas trop. En revanche, les bâtiments industriels oui, et mon vœu ce serait d'intégrer ensuite le chantier de Penly.»

Originaire de Toulouse, Justine Barbarin est aussi étudiante ingénieure, mais en génie nucléaire, à l'Ensicaen. «3NC nous accompagne pour augmenter la capacité de formation, précise-t-elle. Je m'intéresse au réchauffement climatique et je trouve que le nucléaire est une énergie propre, très sécurisée et made in France. Et, personnellement, je me passionne pour l'avenir du nucléaire et les réacteurs de 4<sup>e</sup> génération (réputés plus sûrs, plus durables et moins gourmands, NDLR).» Sur la question de la gestion des déchets, les deux étudiants sont confiants : «Ils sont de plus en plus réduits et de mieux en mieux gérés.»

(1) Source baromètre Grand chantier EPR2 de Penly, établi en décembre 2025.

## Guerre au Moyen-Orient : des conséquences directes pour les trafics portuaires du Havre et de Rouen

*Philippe Dufresne*

7-9 minutes

La guerre en Iran paralyse le trafic maritime dans le détroit d'Ormuz et perturbe celui du canal de Suez. Dans les ports du Havre et de Rouen, opérateurs, transitaires et armateurs doivent composer avec les obligations liées à la sécurité.



La grande majorité des pétroliers rejoignant la Normandie fréquentent les eaux du Golfe persique, du golfe d'Oman et de la mer Rouge. - Paris Normandie



Publié: 4 Mars 2026 à 06h03 Temps de lecture: 2 min

Les images de pétroliers en flammes ou de vraquiers et porte-conteneurs bloqués dans les ports de la péninsule arabique ont fait le tour du monde. Elles rappellent à quel point les relations commerciales maritimes sont à la fois importantes et fragiles entre les ports français, comme Le Havre ou Rouen, et le [Moyen-Orient](#).

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

La guerre en Iran met en lumière la situation déjà très tendue qui

existait depuis plusieurs mois dans cette région du monde. [Chez CMA CGM](#), on rappelle que les côtes du Yemen sont évitées depuis plusieurs mois. La crainte des actions menées par les rebelles Houthis a amené la troisième entreprise mondiale de transport maritime en conteneurs, comme beaucoup d'autres, à préférer une voie plus au sud.

Le 1er mars 2026, CMA CGM s'adressait ainsi à ses clients :

*« Compte tenu de l'évolution de la situation au Moyen-Orient, CMA CGM réaffirme que la sécurité de ses équipages demeure sa priorité absolue. En conséquence, tous les navires actuellement dans le Golfe, ainsi que ceux à destination du Golfe, ont reçu instruction, avec effet immédiat, de rejoindre une zone d'abri. Le passage par le canal de Suez est suspendu jusqu'à nouvel ordre, et les navires seront déroutés via le cap de Bonne-Espérance. »*

Le passage par le canal de Suez est suspendu jusqu'à nouvel ordre, et les navires seront déroutés via le cap de Bonne-Espérance

#### **Service Communication, CMA CGM**

De son côté, Thomas Courtier, directeur de l'Union portuaire de Rouen (UPR) précise que *« le détroit d'Ormuz n'est pas officiellement fermé. Toutefois, la grande majorité des navires a cessé d'y transiter. »* Il ajoute : *« Toutes les compagnies maritimes ont donné l'ordre de mettre à l'abri leurs navires présents dans le golfe Persique, dans l'attente d'une stabilisation de la situation et d'une meilleure visibilité quant aux surprimes d'assurance susceptibles de s'appliquer. C'est ainsi que des chargements de céréales au départ du port de Rouen à destination de la Jordanie sont contraints d'attendre à l'entrée du détroit. »*

Le président de l'Union maritime et portuaire du Havre (Umep), Hervé Bonis, modère toutefois : *« Depuis trois ans, à cause de la menace des Houtis, tout le commerce mondial passe par le cap de Bonne-Espérance. On a déjà eu un effet inflationniste. »*

#### **Ports alternatifs**

Quant aux livraisons, quand certaines compagnies ont décidé de suspendre toutes les réservations de fret mondial à destination du Moyen-Orient jusqu'à nouvel ordre, d'autres étudient les possibilités de trajets alternatifs pour les conteneurs actuellement en mer et en provenance ou à destination de la zone. Elles procèdent également à l'annulation de certaines réservations sensibles.

Alice Thébault Guet, enseignante à l'École de Management du Havre, estime qu'il faudra aussi prendre en compte *« l'étendue*

*géographique du conflit dans toute la région et des pays concernés par ce conflit. »*

## **Désorganisations en cascade**

CMA CGM étudie aussi d'autres solutions : *« Les clients seront contactés dès que nous disposerons de précisions concernant d'éventuels ports alternatifs, où leurs marchandises pourraient être déchargées. »* Thomas Courtier prône la patience : *« Il faut s'attendre à ce que les grands porte-conteneurs transportant des marchandises à destination du Golfe déchargent désormais leurs cargaisons dans des ports de la région, avant de les faire acheminer par des navires de plus petite taille, plus enclins à transiter dans la zone. »*



Les vraquiers, transportant notamment du grain, assurent les liaisons entre la France et les pays de la péninsule arabique. -  
Philippe Dufresne / Paris Normandie

Thomas Courtier, directeur de l'UPR avertit : *« Des désorganisations en cascade sont à prévoir. Une fermeture du détroit d'Ormuz pourrait avoir un impact significatif sur le transport maritime de conteneurs, en particulier sur les routes commerciales entre le Moyen-Orient, l'Asie et l'Europe. Les principaux hubs de conteneurs du golfe Persique risquent d'être fortement perturbés. La fermeture de ces ports entraînerait un réacheminement de l'ensemble du fret régional, ainsi qu'une congestion des ports de report, pouvant s'étendre jusqu'aux ports asiatiques, notamment en Malaisie et à Singapour. Les compagnies alertent sur de potentiels retards et des surcharges opérationnelles sur les réservations en mer. »*

## **Hausse des taux de fret maritime**

Une hausse des coûts est à prévoir, certaines compagnies ont déjà annoncé la mise en place de surcharges financières, de 2 000 à 4 000 dollars par conteneur, applicables à l'ensemble de la zone du golfe Persique. Dans certains cas, cela peut correspondre à un doublement des coûts. *« Les congestions portuaires et la désorganisation des chaînes logistiques devraient malheureusement entraîner une forte hausse des taux de fret maritime »*, annonce Thomas Courtier.

Pour Herbé Bonis, de l'Umep, l'activité du port du Havre, pour les conteneurs, *« ne connaîtra qu'un impact marginal ; des solutions logistiques vont se mettre en place, mais il va falloir patienter quelques semaines. »* Pour le pétrole, l'effet risque d'être plus concret. Même si des réserves stratégiques conséquentes existent.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Des Havrais bloqués à Dubaï, interview de Franck Keller, grève chez Siemens Gamesa... Le point actu à 20 h](#)

[Au Havre, les Siemens Gamesa poursuivent la grève, un dialogue « difficile » avec la direction](#)

[Football – Droits TV : le HAC va devoir bouleverser ses habitudes](#)

**Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :**

[Le Havre Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

**Ça se passe aussi vers**

**Ça se passe aussi vers**

[Le Havre](#)



[Au Havre, les policiers invitent les jeunes à venir les rencontrer au commissariat](#)

## Fécamp. Trafic de drogue en famille et entre amis : jusqu'à quatre ans de prison pour les prévenus

*Charles Turcant*

6-8 minutes

---

La tour Saint-Nicolas, nichée au bord de la route entre Fécamp et Senneville-sur-Fécamp, aura été durant plusieurs années le théâtre d'un vaste trafic de stupéfiants : cannabis, cocaïne et héroïne (blanche et marron). [Mi-janvier, onze personnes en lien avec ce trafic étaient interpellées](#) : neuf d'entre elles ont vécu au sein de cet immeuble. Après une première audience de comparution immédiate renvoyée, le 19 janvier, six personnes ont été jugées, lundi 2 mars.

Le cœur de ce trafic se trouvait au sixième étage de la tour, dans l'appartement où vivait Gustave (prénom d'emprunt), 23 ans, avec sa mère et sa concubine. Si des livraisons pouvaient avoir lieu, dans des villages du secteur fécampois jusqu'à la banlieue havraise, l'essentiel des ventes s'effectuait au sein de l'immeuble. Des témoins ont indiqué qu'il pouvait y avoir du mouvement "de 8 heures (et parfois même encore plus tôt) jusqu'à 23 heures" près de l'appartement familial. "Il y avait un vrai ras-le-bol dans cette tour", pointe la procureur de la République, Soizic Guillaume. Elle chiffre ce trafic à environ 43 000€ de chiffre d'affaires mensuel ; sur la base d'une moyenne "d'un kilogramme de cannabis, ainsi que 100 grammes de cocaïne et 100 grammes d'héroïne écoulés par semaine".



"Il y avait un vrai ras-le-bol dans cette tour où il n'y a pas que des trafiquants et des consommateurs de stupéfiants." Soizic Guillaume, procureur - Charles Turcant

### **Un Fécampoïs de 23 ans "à la tête"**

Selon la concubine du principal mis en cause, le réseau comptait *"une cinquantaine de clients"*. Lui est évasif sur ce nombre : *"J'acceptais à peu près tout le monde."* Plus globalement, il ne détaille pas trop *"l'organisation bien structurée"* de ce trafic *"à la tête"* duquel il est, comme souligné par la procureur. Il dit avoir commencé à revendre un peu sur sa consommation de cannabis *"il y a cinq ans. Ça a été un engrenage"*. Le trafic s'intensifie en 2024, aux côtés de sa concubine, avec des ventes allant de petites quantités jusqu'à des plaquettes à 400€, mais aussi de la cocaïne, puis de l'héroïne.

D'un ton posé, voire nonchalant, il reconnaît à demi-mot les faits et ne veut pas charger les deux autres jeunes hommes, en détention provisoire comme lui depuis un mois et demi : *"Ça reste des amis."* En revanche, il est soudainement loquace pour défendre sa mère (*"vous la mettez dans cette histoire avec trop d'ampleur"*) et sa conjointe (*"elle veut me protéger, elle n'a fait que 10% de ce qu'elle dit"*). Le couperet tombe à 23 heures passées, lundi soir : Gustave écope de quatre ans de prison et 5 000€ d'amende. A ses côtés dans le box, ses deux amis resteront également derrière les barreaux.

### **Un fusil à pompe chez les grands-parents**

Il y a d'abord celui de 21 ans, qui vit chez ses grands-parents près de Montivilliers. Dans sa chambre, on a retrouvé du cannabis, de l'héroïne... ainsi qu'un fusil à pompe et des cartouches. Mystérieux, il explique qu'il gardait les stupéfiants et l'arme pour un individu de la pointe de Caux : *"Je me suis retrouvé dans une histoire où je n'ai*

*rien à faire...*" Il a pu revendre une partie de la drogue, notamment à Gustave... qui lui en a aussi fourni. Bien connu de la justice pour des faits liés aux stupéfiants, il écope de deux ans de prison et 3 000€ d'amende. C'est moins que les cinq ans requis par la procureur (comme pour Gustave), compte tenu de sa situation judiciaire. Il a également interdiction de paraître à Fécamp et au Havre durant deux ans.

## **"Je l'aime toujours, malgré tout"**

Il y a aussi cet ancien marin-pêcheur de 26 ans, qui vit au domicile de ses parents à Froberville. Gustave déposait et récupérait de la marchandise chez lui. Il reconnaît avoir servi de "nourrice" et, quelques rares fois, revendu ; afin de se faire de l'argent pendant une période d'arrêt maladie et de chômage, en 2025. Partiellement relaxé des faits reprochés, il est condamné à deux ans de prison dont un an ferme.

Une peine assez proche de celle de la conjointe de Gustave : elle écope du même quantum, avec une partie ferme aménagée en bracelet électronique. Son parcours de vie *"n'est pas simple"* : elle souffre de problèmes de santé depuis son plus jeune âge, a connu plusieurs familles d'accueil et même la rue... Elle a fumé jusqu'à 15 joints par jour et testé la cocaïne. Elle participait au conditionnement des stupéfiants et à leur vente depuis janvier 2024, lorsqu'elle était en couple avec Gustave : *"Je l'aime toujours, malgré tout, j'ai du mal à lui en vouloir..."* La justice ordonne interdiction de contact avec son compagnon et sa mère. Outre la mère et une voisine (voir encadré), deux autres habitants de la tour, apparus tardivement dans le dossier, sont condamnés : huit mois pour un homme de 30 ans, dix mois pour une femme de 32 ans, tous deux avec sursis probatoire.

## **La mère de famille a fait plus que "se voiler la face"**

La mère du principal protagoniste l'a parfois aidé pour le trafic qui s'organisait à leur domicile.

Outre Gustave, c'est sa mère, âgée de 54 ans et en larmes, qui aura été le plus assailli de questions durant l'audience, lundi après-midi. C'est chez elle que s'organisait le cœur du trafic, avec son fils et sa conjointe qui y vivait depuis début 2024 ; moment où les ventes se sont intensifiées. Plus que *"se voiler la face"* sur les allées et venues de son fils ou de clients, la mère a pu aider *"quelques fois"* au conditionnement et à la vente. Une situation qui a poussé une autre enfant de la famille, pas encore majeure, à quitter l'appartement.

## **"Je ne pouvais pas le virer"**

*"Ce que j'ai fait, c'était à la demande de mon fils, pleure la mère. Je savais que ça finirait comme ça. Mais je ne pouvais pas le virer de chez moi (sic)." C'est notamment la mère qui a confié à une voisine et amie de 55 ans, handicapée et addict au cannabis, une boîte qui contenait plus de 10 000€ en liquide, afin qu'elle ne soit pas découverte en cas de perquisition. La voisine écope de huit mois avec sursis simple. La mère de Guillaume portera, elle, un bracelet électronique durant huit mois, auxquels s'ajoutent 10 mois de sursis simple.*

## Alerte rouge ou "scenario du pire" ? Près de Rouen, l'état des finances inquiète, les élus se justifient

5-6 minutes

Fin 2025, la fuite d'une note interne alarmait sur l'état des finances de la commune de Cléon. Pour les élus, cette note décrivait "le scénario du pire". Ils s'expliquent.

Sur le même thème

[Budget](#)

Article réservé aux abonnés



Les finances de la mairie de Cléon sont-elles dans le rouge ? Après la diffusion d'une note interne, les élus s'expliquent. ©Aurélien Delavaud

Par [Aurélien Delavaud](#) Publié le 3 mars 2026 à 17h35

« C'est **une note** qui n'aurait jamais dû sortir. Il y a un problème de loyauté d'un fonctionnaire de la mairie... » Comme à son habitude, **Frédéric Marche** ne mâche pas ses mots. Celui qui est encore maire de [Cléon \(Seine-Maritime\)](#), pour quelques jours reconnaît donc, comme [le dévoilaient récemment nos confrères de Paris-Normandie](#), l'existence d'un courrier interne s'inquiétant de l'état des **finances** de la commune. Dans ce dernier, la Directrice générale des services faisait notamment état d'une capacité de

désendettement de 101 ans pour l'année 2026, très loin des 12 ans maximum préconisés, ou notait que la Ville « n'est plus en capacité de soutenir durablement un tel niveau de dépenses et de fonctionnement ». Mais pour le maire et son adjointe en charge des finances, [Mélania Delacour, également candidate à sa succession](#), la situation n'est pas aussi catastrophique que cette note le laisse penser. Début mars 2026, ils s'expliquent.

### « La Ville ne va pas mettre la clé sous la porte »

« Déjà, il est important de préciser qu'il n'y a pas eu de descente de la Cour des comptes ou de la préfecture. La Ville ne va pas mettre la clé sous la porte », assure d'emblée Frédéric Marche. Oui, il le reconnaît, la Ville a **beaucoup emprunté** ces dernières années pour financer ses grands investissements, comme [le renouvellement urbain](#) ou [le Pôle d'équipements](#).

« Si les banques nous prêtent, vous vous doutez bien qu'elles doivent se dire qu'on peut rembourser », lance celui qui a lui-même fait carrière dans les banques.

Alors, comment expliquer le courrier alarmant transmis au maire et à l'adjointe aux finances, en décembre 2025 ?

Oui, à ce moment-là, la situation était celle-ci dans le scénario du pire. C'est-à-dire si tout ce qu'on avait mis sur notre liste au Père Noël avait été retenu. Cette note de la DGS servait à dire où on allait terminer si on acceptait toutes les dépenses et pour nous demander de faire des arbitrages.

Selon elle, un séminaire budgétaire s'est déjà réuni en janvier pour faire des choix. « Par exemple, [les travaux dans l'église](#) vont être repoussés d'au moins un an », illustre l'adjointe aux finances.

Mélania Delacour poursuit : « Les chiffres sont alarmants à cause des 3,8 millions d'euros de notre crédit-relais. C'était un emprunt nécessaire pour pouvoir lancer les travaux et payer les factures, en attendant de recevoir les subventions. Par exemple, pour le Pôle d'équipements, qui coûte 11 millions d'euros, on a plus de 8 millions de subventions, mais on doit tout avancer en attendant qu'elles nous soient versées. »

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

**Des motifs d'espoir ?**

Aujourd'hui, après l'arrivée de plusieurs bonnes nouvelles de l'État ou de promesses de subventions, la Ville estime que sa capacité de désendettement est de 69,7 ans pour 2026 et qu'elle redescendra à 32,6 ans en 2027. Alors, face à ces chiffres qui restent **supérieurs au seuil d'alerte**, est-ce que la commune va devoir se serrer la ceinture pendant les années à venir ?

« On maintient tous les services, assure Mélanie Delacour. Pendant la première partie du mandat à venir, on ne va plus construire, plus investir, mais on va continuer de fonctionner ! » Les nouveaux investissements, eux, pourraient arriver après 2027 et la sortie de ce fameux crédit-relais.

Pour les élus, il y a même de réels motifs d'espoir avec les grandes dépenses engagées pendant le mandat qui s'achèvent. « Les bâtiments basse consommation d'énergie permettront de faire des économies sur le long terme », estime Frédéric Marche. « Tout ça, ça va donner une attractivité à Cléon, il y aura plus d'impôts fonciers qui vont rentrer », abonde Mélanie Delacour.

« On regarde ces chiffres avec une vision »standard ». Le NPNRU (le programme de renouvellement urbain, NDLR), ça n'a rien de standard, c'est hors-norme ! Pour nos habitants, ces investissements sont une opportunité incroyable », conclut l'adjointe aux finances.

*Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).*

## Près d'Elbeuf, un nouveau toit pour les associations sportives et culturelles

Frédérique THULLIER

5-6 minutes

La Maison du sport et de la culture ouvrira d'ici le 15 mars 2026 au complexe sportif Ostermeyer, à Cléon. Elle abritera le club de foot et Aide mon handicap. Les autres associations pourront aussi s'y réunir.



Les présidents des associations qui seront hébergées dans la nouvelle Maison ont visité les lieux, mercredi dernier, avec deux adjoints au maire. - Paris Normandie



Publié: 3 Mars 2026 à 21h25 Temps de lecture: 1 min

C'était la seconde maison de gardien du complexe sportif Ostermeyer, à Cléon. Elle vient de subir d'importants travaux pour être mise à la disposition des associations de la ville. Elle sera opérationnelle la première quinzaine de mars 2026.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« Pour l'instant, nous l'appelons [la « Maison du sport et de la culture »](#), explique Rachid Arbi, adjoint au maire en charge des Sports et des Loisirs. *Mais nous avons un nom en tête, celui d'un ancien élu très sportif. Le conseil municipal délibérera sur le sujet après les élections. »*

## Espaces reconfigurés

Dans l'ancien logement, les espaces ont été redistribués. Au rez-de-chaussée, une salle de réunion pouvant accueillir une quinzaine de personnes, quatre bureaux et une cuisine équipée. Au sous-sol, plusieurs espaces de stockage à la disposition des deux « résidents permanents » de la Maison.



Une cuisine équipée sera à la disposition des associations. - Paris Normandie



Les associations pourront prendre possession des lieux la première quinzaine de mars. - Paris Normandie

En effet, le club de foot, le [Club olympique de Cléon](#), et l'association [Aide mon handicap](#), y seront hébergés.

« C'est vraiment très bien, sourit Saïd Lghanjou, président de cette dernière. *Tout a été pensé pour les personnes en situation de handicap.* » Une rampe d'accès extérieure, de larges bâtis de portes, des interrupteurs sur fond de couleur contrastée... « *Nous avons enfin un port d'attache, très pratique et adapté* », apprécie Saïd Lghanjou.

## Une organisation à trouver

Christian Fillion est, lui, plus réservé et s'inquiète pour la future organisation du club de football. « *Les espaces de stockage et la buanderie au sous-sol, c'est bien. Mais je ne sais pas comment nous allons pouvoir nous installer dans les deux bureaux. Nous étions habitués à plus d'espace. Nous avons cinq salariés* », précise-t-il.

Le club disposait précédemment de l'ensemble du logement du gardien parti à la retraite en 2022. « *Lorsque nous accueillons, en septembre et octobre, nos 350 adhérents qui viennent chercher leur licence, ça va être compliqué*, anticipe-t-il. *Il faut positiver, nous verrons à la mise en route.* »

Le quatrième et dernier bureau, tout comme la salle de réunion, seront ponctuellement à la disposition des associations qui en feront la demande en mairie.

Le coût global des travaux s'élève à 400 000 € subventionné à 63,5 % par la dotation Politique de la ville (103 000 €), le Département (93 000 €) et la Métropole Rouen Normandie (57 000 €).

Lire aussi



[Municipales 2026. Près d'Elbeuf, Gérard Soucasse veut améliorer le cadre de vie](#)

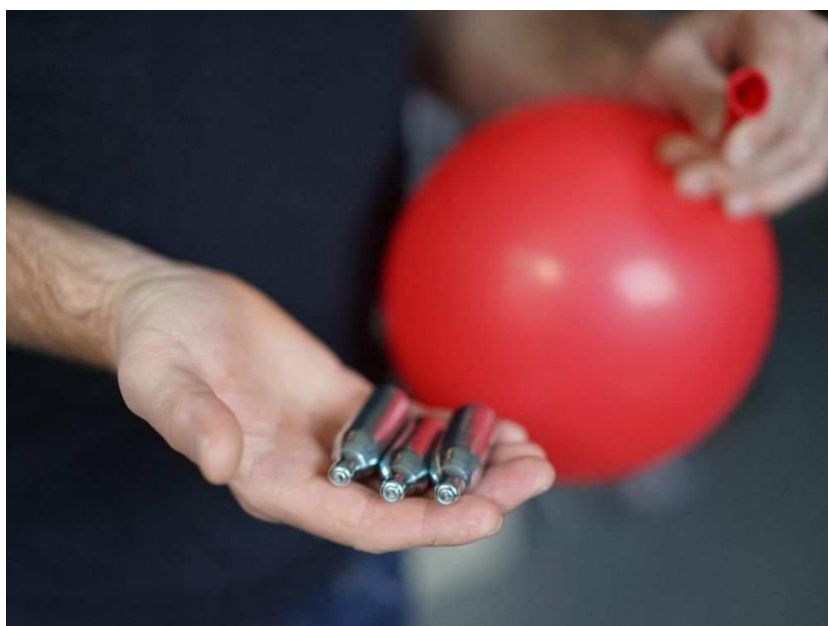


## Seine-Maritime. Protoxyde d'azote : quelles conséquences pour la santé ? Les explications d'un médecin

Célia Caradec

5-6 minutes

On l'appelle parfois "gaz hilarant", un surnom qui pourrait faire oublier les graves conséquences de son usage détourné sur la santé. Le protoxyde d'azote inquiète les autorités. Plusieurs préfets, [dont celui de Seine-Maritime, avaient pris des arrêtés pour interdire sa consommation sur la voie publique](#), pendant les fêtes de fin d'année. Dernièrement, c'est le Sénat qui a voté une proposition de loi, en première lecture, pour interdire sa vente aux particuliers et ne la réserver qu'aux professionnels, qui l'utilisent pour les siphons en cuisine ou dans le secteur médical, comme analgésique.



Le protoxyde se consomme via des petites cartouches ou carrément en bonbonne. - Illustration

### Un pic épidémique en 2020

*"C'est bien qu'il y ait une augmentation de la communication autour de cette problématique, même si le réveil est un peu tard",* regrette le Dr Alexandre Leclancher, médecin neurologue au groupe hospitalier du Havre (GHH), sollicité par Tendance Ouest sur ce

sujet. Dans son service, le premier patient soigné pour des complications graves dues au protoxyde d'azote est arrivé en 2018. *"Il était atteint d'une myélite (inflammation de la moelle épinière) et c'est en discutant avec sa famille qu'on a pu identifier une addiction, relate le médecin, mais le pic épidémique a été atteint après les confinements de 2020, où on a alors vu une explosion des cas de complications neurologiques dues à la surconsommation de protoxyde d'azote."* C'est presque un patient par semaine qui était alors admis à l'hôpital Monod du Havre. A Rouen, [des maires de la métropole avaient à l'époque pris des arrêtés d'interdiction](#) aux mineurs.

### **Dr Leclancher : pourquoi c'est addictif ?**



0:00 / 0:37



Aujourd'hui, les soignants restent confrontés régulièrement à des patients aux consommations massives, qui consomment *"pas loin de 100, 150 voire 200 ballons par jour"* de ce gaz, qui agit comme une drogue, aux pouvoirs addictogènes très forts. *"Sa consommation entraîne une action anxiolytique, euphorisante, qui dure moins d'une minute. Ce temps de bien-être très court incite à augmenter la multiplication des consommations, avec un phénomène de craving, c'est-à-dire un désir puissant de consommer, et une difficulté à s'arrêter"*, constate le médecin.

### **Troubles de la marche, tétraplégie, agressivité...**

Or, le protoxyde d'azote altère la vitamine B12, essentielle à l'entretien de la myéline, la gaine isolante qui entoure tous nos nerfs. La destruction de cette myéline entraîne des troubles neurologiques. *"C'est un peu comme si on coupait le câble électrique qui permet que les informations arrivent au cerveau"*, illustre le neurologue.

### **Dr Leclancher : quelles conséquences d'une consommation addictive ?**



0:00 / 1:34



Dans les cas les plus graves, cela peut entraîner des troubles de la marche, *"avec des patients qui ont l'impression de marcher sur du coton très dur"*, ou qui peuvent finir tétraplégiques, privés de leur autonomie pour aller aux toilettes, se déplacer, conduire. Les soignants sont aussi confrontés, parfois, à des patients victimes *"d'encéphalopathie, un dysfonctionnement cérébral complet"*, qui deviennent très agressifs et dont le suivi, après leur passage, est

donc complexe. *"Le risque de séquelles est important, malgré l'arrêt de la consommation et une supplémentation en vitamine B12"*, prévient Alexandre Leclancher.

### **Quels symptômes doivent alerter ?**

Le Dr Alexandre Leclancher, neurologue au centre hospitalier public du Havre, alerte : **en cas de fourmillements**, notamment dans les pieds, il est capital de stopper immédiatement la consommation de protoxyde d'azote et de consulter en urgence. *"C'est le meilleur timing pour espérer ne pas avoir les conséquences neurologiques graves."*

D'autres signes peuvent aussi alerter les proches : *"Si la personne a des difficultés comme si elle était saoule, qu'elle ne se rappelle plus de certaines informations ou qu'elle présente une agressivité inhabituelle."* Même à court terme, la consommation peut entraîner des vertiges, brûlures, pertes de connaissance, comme le rappelle un récent arrêté du préfet de la Manche.

*"Il faut absolument réprimer le marché lucratif du protoxyde"*, estime le médecin, qui pointe ces bombonnes estampillées de la mention "enrichi en vitamine B12", censées rassurer le consommateur.

Preuve que cette problématique est particulièrement d'actualité, [un premier congrès interdisciplinaire consacré au protoxyde d'azote](#) réunira médecins, chercheurs, associations et institutions à Lille, fin mars.

## Au lycée Schuman-Perret du Havre, la moitié des enseignants en grève pour dénoncer la suppression de deux postes - ICI

Lila Lefebvre

4-5 minutes

---

Les enseignants du lycée Schuman-Perret du Havre mobilisés ce mardi 3 mars 2026. © Radio France - David Jourel

Publié le mardi 3 mars 2026 à 17:43

La moitié des enseignants du lycée polyvalent Schuman-Perret du Havre étaient en grève ce mardi 3 mars, pour dénoncer la suppression par l'académie d'heures de cours à la rentrée prochaine.

Le mouvement se poursuivra tant qu'ils n'obtiendront pas d'audience au rectorat. Au lycée Schuman-Perret, sur les hauteurs du Havre, la moitié des 160 enseignants sont en grève depuis lundi 2 mars 2026, pour dénoncer la baisse de leur dotation horaire globale à la rentrée prochaine. L'académie de Normandie leur a annoncé **réduire la DHG de 50 heures dans la filière professionnelle et de 40 dans la générale et technologique.**

*"On devrait perdre deux postes", a calculé David Jourel, enseignant en génie mécanique, représentant du personnel au lycée Schuman-Perret et délégué CGT Educ'action. "Les conséquences, c'est que sur la partie professionnelle, les effectifs passeraient de 20 à 30 élèves en enseignement général ; en CAP ce sont des groupes de 15 qui passeraient à 30."*

### "Plus de discipline que d'enseignement"

Des classes surchargées qui vont nuire aux élèves, ajoute l'enseignant : *"À Schuman-Perret, on reçoit beaucoup d'élèves venant des REP et REP + [réseau d'éducation prioritaire], on a également des élèves en situation de handicap, avec classes Ulis [unités localisées pour l'inclusion scolaire]. Avec des classes à 30, on fera plus de la discipline que de l'enseignement."*

Un mouvement de grève a également réuni parents et enseignants, ce mardi 3 mars au lycée Johan Ango de Dieppe, où quatre postes pourraient être supprimés à la rentrée.

## Dix postes supprimés en Normandie

L'académie de Normandie a annoncé la **suppression de 25 postes dans les lycées généraux et technologiques** à la prochaine rentrée, alors qu'il y aura 19 élèves inscrits en plus, dénonce le syndicat SNES FSU. 15 postes seront en revanche créés dans les filières professionnelles de la région en prévision d'une hausse de 300 élèves.

La dotation horaire globale a aussi été transmise pour les collèges avec **108 postes supprimés en Normandie**, 29 dans l'Eure et 24 en Seine-Maritime.

- [Syndicats – Syndicalisme](#)
- [Éducation nationale](#)
- [Lycée](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

## Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Le réveil a sonné tôt ce matin pour près de 330.000 écoliers, collégiens et lycéens de l'Eure et de la Seine-Maritime. Ils retrouvent le chemin de la classe en ce lundi 1er septembre. Plus de 24.000 enseignants, qui ont fait leur pré-rentrée vendredi, sont fin prêts pour les accueillir.

Le 01/09/2025 à 10:56

- Le lycée François 1er dans le centre-ville du Havre a été bloqué dès 8 heures ce jeudi 18 septembre, en marge de la mobilisation nationale contre les mesures d'austérité voulues par le gouvernement. Une action des élèves très surveillée par la police.

Le 18/09/2025 à 15:43

- Une petite centaine d'enseignants se sont rassemblés ce mardi

## Profs, personnels et parents mobilisés devant le lycée Ango à Dieppe ce mardi matin

*Anne-Sophie Groué-Ruaudel*

5-6 minutes

Un tiers des postes de profs a déjà été supprimé depuis 2018. Alors la dernière dotation horaire au lycée Ango, qui entraîne la suppression de quatre postes supplémentaires, ne passe pas. Un comité d'accueil avec tracts et banderole a accueilli les lycéens ce matin.



*Par Anne-Sophie Groué-Ruaudel*

Publié: 3 Mars 2026 à 09h39 Temps de lecture: 1 min

Devant le lycée Ango, à 7 h 30, c'est toujours la fourmilière à quelques minutes de commencer les cours. Mais ce mardi 3 mars, l'accueil était différent : la moitié des profs de l'établissement, des personnels, des parents et des élus distribuaient des tracts devant l'entrée, en musique et après avoir déployé une banderole sur la barrière.



Profs, parents, personnels et élus mobilisés. - Photo Anne-Sophie Groué-Ruaudel/PN

*« On refuse la nouvelle suppression d'heures dans notre Dotation horaire globale (DHG). Ce soir a lieu le conseil d'administration du lycée, où les représentants des parents et des profs ont préparé une motion commune et s'opposeront à la nouvelle répartition des heures »,* explique Ingrid Louvet, représentante du SNES.

Florent Bussy, prof de philo [qui a déjà alerté sur le problème dès le 24 février](#), poursuit : *« Nous allons demander une audition au rectorat. La prochaine étape, avec ces heures en moins, ce sera la suppression d'options et de spécialités, la fin des dédoublements de classes et des demi-groupes. »* Ce qui pourtant est précieux pour les élèves fragiles, ou ceux disposant d'un PAP (Projet d'accompagnement spécialisé) *« de plus en plus nombreux, qui représentent parfois jusqu'à un tiers d'une classe ».*



Un tiers des postes de profs du lycée Ango a été supprimé en sept ans... - Photo Anne-Sophie Groué-Ruaudel/PN

### **« Nos enfants ont moins de chances que dans les grandes villes »**

En résumé, *« pour un élève perdu, on perd trois heures de cours. On est le seul lycée où ça se passe comme ça ; l'argument démographique ne passe pas »,* ajoute Florent Bussy. Sophie Achard, mère d'un lycéen en classe de 1<sup>e</sup>, s'inquiète : *« Chaque année il y a un peu moins d'élèves, mais la baisse des moyens mis en place par l'Éducation nationale est bien plus importante en proportion. »*

*« L'État n'investit pas pour nos enfants, considérés comme un coût. Et les classes sont de plus en plus surchargées, avec des conditions d'apprentissage dégradées. Nos enfants n'ont pas les mêmes chances que dans les grandes villes. »*





Le risque pour les élèves : des classes encore plus chargées, mais aussi, très vite, moins d'options et de spécialités, moins de dédoublements de classes... - Photo Anne-Sophie Groué-Ruaudel/PN

Les profs seront sur le marché de Dieppe samedi pour sensibiliser le grand public à leur cause, en espérant pouvoir prochainement la défendre au rectorat.

Lire aussi



[Environnement : les propositions des candidats aux municipales à Dieppe](#)



## Journée des droits des femmes. Au Havre, elles collent les noms des 167 victimes de féminicides en 2025

6-7 minutes

Peu avant le 8 mars 2026, des femmes ont collé les noms des 167 victimes de féminicides en France en 2025, dans un escalier du Havre. Elles expliquent leur démarche.

Sur le même thème

[Féminicide](#)

[Féminisme](#)

[Manifestations](#)

Article réservé aux abonnés



Les escaliers de Montmorrecy au Havre, sont devenus le lieu de ce « femmage » aux victimes de féminicides (©photo transmise)

Par [Louise Boutard](#) Publié le 3 mars 2026 à 18h54 ; mis à jour le 3 mars 2026 à 18h55

« Marre de compter nos mortes », « On ne naît pas femme mais on en meurt », « Sous les collages, la rage » : Ces messages, [vous les avez sans doute déjà aperçus sur des murs, collés en lettres noirs sur des papiers blancs](#), y compris [au Havre](#). Cette fois, à quelques jours de la journée dédiée aux luttes pour les droits des femmes le **8 mars 2026**, un groupe a décidé de rassembler les

noms des **167 victimes de féminicides** mortes en France en 2025, sur deux murs pour leur rendre « femmage » (c'est-à-dire hommage au féminin).

## 167 noms de femmes

C'est dans les escaliers de Montmorency, autour de l'ancien escalier roulant, au bout de la rue du même nom que l'on retrouve ce « femmage ». Le long des marches colorées, sont apparues des bougies en signe de deuil. Au-dessus, **des prénoms, et beaucoup d'anonymes**, accompagnés d'un chiffre indiquant l'âge qu'avait la victime lors de sa mort.



Au Havre, les colleuses appellent à se mobiliser le 8 mars 2026 (©photo transmise)

Ces prénoms ne sont pas du tout inscrits au hasard. Ils proviennent du décompte réalisé chaque année par [l'association Noustoutes](#), notamment via des articles de presse. Des femmes **mortes parce qu'elles étaient femmes**, souvent sous les coups de leur conjoint ou de leur ex, mais aussi de la main parfois d'un fils ou d'un autre homme de leur entourage, dont certaines **poussées au suicide**. Ces femmes, âgées de 11 ans à 80 ans, étaient de toutes classes sociales.

Un peu comme les colleuses, venues pour inscrire ces noms dans l'espace urbain. Elles aussi sont de tous âges, les étudiantes côtoyant des grands-mères, et de toutes professions, **choquées par les féminicides** et leur répétition.

« J'ai voulu lancer ce collage 'monumentesque' parce que la cause des femmes me touche beaucoup. Je vois [le nombre de féminicides](#) qui augmente toute l'année et j'ai vraiment l'impression que ce n'est **pas assez mis en avant**. Et si [c'est systémique](#), **c'est politique**. Il y a un gros travail à faire dans notre société pour faire comprendre que les **femmes et les enfants sont en danger**, [en](#)

[raison du patriarcat](#) », explique l'une des colleuses du Havre.

« Coller ça m'a fait du bien, ça m'a permis d'exprimer ma rage et ça m'a beaucoup émue aussi. J'aimerais que les gens passent devant ce mur et s'y recueillent. Moi je vais y retourner en tout cas.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

« Sur ce mur, le but c'était de **frapper fort**, d'honorer les victimes et que leurs familles sachent que leurs mères, leurs sœurs, **ne tombent pas dans l'oubli** », ajoute une colleuse de 39 ans, maman de deux filles. « Mon engagement il a justement cet objectif, toucher des personnes de façon fortuite, au détour de rues, et sensibiliser ceux et celles qui ne lisent pas forcément du contenu féministe. Moi je colle souvent sur les **sujets de l'inceste** parce que je travaille avec de jeunes enfants ».

Un seul côté des escaliers de Montmorency n'a pas suffi pour afficher l'ensemble des **167 noms et des messages prévus**. Les colleuses ont donc occupé les deux parties, sur une longueur impressionnante. « J'espère que ça permettra de se rendre compte de l'ampleur des féminicides en France au regard de ces deux murs, **c'est énormément de femmes** et c'est juste pas possible », commente Alex, 44 ans.

Par ces messages, les colleuses souhaitent **honorer la mémoire des victimes**, mais c'est aussi l'occasion d'un moment particulier, en **non-mixité choisie** (c'est-à-dire entre femmes et [minorisé.es de genre](#)).

"C'est une organisation joyeuse, et en même temps c'est très triste. On se retrouve pour coller, c'est une belle énergie, beaucoup de sororité, de bienveillance. C'est un plaisir de se retrouver entre nous et c'est galvanisant, mais quand tout est collé, c'est très émouvant. Il a fallu peindre chacun de ces noms... Quand on a dans son salon 40 noms avec des âges... C'est quand même très triste"

Âgée de 50 ans, une autre colleuse **participait pour la première fois** à un tel événement. « C'est **très fort** comme moment. Tout s'est fait naturellement, on s'aide, c'est beau. Je trouve que 'sororité' ou 'féminisme' sont des mots trop souvent galvaudés, mais là, on a vécu un **vrai moment de sororité et de féminisme**. »

La colleuse est retournée sur place dès le lendemain matin. « Ça m'a fait **chaud au cœur**. J'étais contente de les voir toujours là. Ça

donne envie d'en refaire ! »

Parmi les collages, les participantes ont glissé une invitation à se joindre à la mobilisation du dimanche 8 mars au Havre, à partir de 15 heures à la gare.

Suivez l'actualité du Havre sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

*Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).*

## **Il reçoit plusieurs dizaines de PV par jour après une usurpation d'identité : "Je ne vais pas payer mais l'État ponctionne directement sur ma retraite !"**

*Écrit par Medhi Weber*

6-8 minutes

---

À 75 ans, Christian Derrey pensait profiter d'une retraite tranquille. Et pourtant... Depuis 2024, cet habitant d'Étainhus, près du Havre, est victime d'une usurpation d'identité. Depuis il a reçu pour près de 200 000 euros de contraventions. Nous avons recueilli son témoignage et le récit de son combat.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

*"Dans cette pochette bleue, y'a que des PV. Des amendes, des amendes, des amendes..."* Noyé sous les PV, le retraité se demande bien comment il a bien pu en arriver là, avec une montagne de contraventions à son nom.

[Pendant des mois, Christian Derrey a soigneusement classé les contraventions qu'il recevait afin de les contester.](#) • © Hervé Guiraudou

Tout commence en 2024, par une banale tentative d'hameçonnage sur son adresse mail. [Comme des dizaines de milliers de Français chaque année](#), Christian Derrey tombe dans le piège de ce mail frauduleux qui vise à vous dérober vos informations confidentielles.

Sa boîte mail est piratée. Christian vient de donner aux escrocs tous les documents et éléments nécessaires pour mettre en place leur arnaque.

Sans qu'il le sache, une fausse société de vente automobile est créée et 3 000 véhicules sont immatriculés à son nom. Et puis un jour... C'est le début des ennuis.

*Pour entendre le témoignage de Christian, regardez ce reportage réalisé par Marie Lebrun et Hervé Guiraudou :*

durée de la vidéo : 00h01mn52s



Reportage réalisé par notre équipe France 3 Normandie à Etainhus, près du Havre. • ©Marie Lebrun, Hervé Guiraudou

En novembre 2024, le retraité reçoit dans sa boîte aux lettres un premier PV... qui sera loin d'être le dernier. Il en recevra jusqu'à plusieurs dizaines par jour.

J'ai dû demander aux services de La Poste de renvoyer automatiquement à l'expéditeur.

*Christian Derrey, victime d'une usurpation d'identité*

Des centaines de contraventions et un montant à régler qui ne fait qu'enfler jour après jour. À l'heure où nous écrivons ces lignes, le retraité a déjà une ardoise de plus de 200 000 euros à régler pour des infractions dont il ne s'est jamais rendu coupable.

*"Forcément je ne vais pas payer, parce que ça n'est pas à moi de le faire, enrage le retraité. Mais les autorités de recouvrement de l'État ponctionnent directement sur ma retraite."*

L'histoire de Christian nous avait déjà amenés à vous raconter son témoignage en mai 2025. Mais son combat continue encore aujourd'hui.

Alors trop, c'est trop. Christian Derrey a décidé de se battre pour se sortir de cette situation. Il a engagé un avocat, notamment pour réaliser des courriers officiels aux collectivités qui procèdent au recouvrement indu des contraventions non payées.

Mais face à l'absence de réponse des autorités, le Cauchois veut aller encore plus loin : *"Le fautif, c'est aussi l'État qui ne surveille*

*pas le défilé des créations de cartes grises. Donc nous allons porter plainte contre l'État qui ne fait pas son boulot. Parce que je ne suis pas tout seul dans cette situation."*

En France, on considère en effet que près de 200 000 personnes sont victimes d'une usurpation d'identité chaque année.

[200 000, c'est le nombre de victimes d'usurpation d'identité chaque année en France. • © Hervé Guiraudou](#)

*"Quand je suis tombée sur le témoignage de Monsieur Derrey dans la presse, cela m'a touchée, je me suis dit que c'était invraisemblable."*

Marie-Agnès Poussier-Winsback est députée (Horizons) de la Seine-Maritime et elle a décidé récemment de prendre le problème de l'explosion de ces usurpations d'identité à bras-le-corps.

*"Aujourd'hui, je reçois de nombreux messages de personnes qui sont concernées directement, ou parce que c'est arrivé à une personne de leur entourage."*

Elle se souvient notamment d'un cas de *"cambriolage avec une plaque d'immatriculation usurpée. La personne avait été convoquée par la police et avait eu beaucoup de mal à prouver son innocence. C'est extrêmement traumatisant"*.

Après trois questions au gouvernement à ce sujet, l'élue a sollicité un rendez-vous auprès du Premier ministre afin de mettre en relation les trois ministères potentiellement concernés par la problématique : l'Intérieur, la Justice et les Finances Publiques.

Il faut se mettre au travail pour proposer des solutions à ces victimes qui sont souvent considérées comme des coupables. C'est ça l'horreur de ce délit d'usurpation d'identité.

*Marie-Agnès Poussier-Winsback, députée de la 9e circonscription de la Seine-Maritime*

Pour la locataire du Palais Bourbon, il faut déjà mettre en place *"plus de concertation entre les préfectures et les collectivités."* Cela permettrait par exemple de créer un fichier commun des victimes d'usurpation d'identité et de bloquer les procédures de recouvrement ou de procédures judiciaires pour les personnes concernées.

[La députée a pris la parole à l'Assemblée nationale afin de mettre l'accent sur ce fléau des usurpations d'identité. • © Assemblée nationale](#)

## Droits des femmes : manifestation et soirée engagées à Fécamp, avec Femmes d'ici et d'ailleurs

Paris Normandie

4-5 minutes

Samedi 7 mars 2026 à 11h, le collectif Femmes d'ici et d'ailleurs invite à se rassembler devant l'hôtel de ville pour un parcours de marche en direction de la place du Général de Gaulle. La journée se prolongera par une soirée festive à la Maison des jeunes et de la culture.



Les participants et participantes sont invités à se vêtir de violet et à apporter banderoles et panneaux. - Archives Paris Normandie



Publié: 4 Mars 2026 à 08h21 Temps de lecture: 1 min

« *Nous voulons l'égalité !* » Dans le cadre de la Journée internationale de lutte pour les droits des femmes, le collectif Femmes d'ici et d'ailleurs donne rendez-vous devant la mairie de Fécamp samedi 7 mars 2026, à 11h. Pour un parcours ponctué de sessions de crieuses de rue passant par la rue piétonne, la place

Bellet, le pourtour des Halles, l'avenue Gambetta, l'église Saint-Étienne et la place Charles-de-Gaulle. Le collectif présentera alors les réponses des listes candidates à la mairie de Fécamp à un questionnaire concernant leurs engagements pour améliorer la qualité de vie des femmes.

### « Solidarité avec les femmes du monde entier ! »

Les participants et participantes sont invités à se vêtir de violet et à apporter banderoles ou panneaux sur le thème des droits des femmes. La journée se prolongera à la MJC à 19h30 où la danseuse Marie Cantais proposera « Osez danser ! », une danse libre autour du consentement. À 20h30, ce sera l'heure du buffet participatif. Avant une démonstration de danse rétro burlesque et un « DJ set ».

Lire aussi



[Louche d'Or, zéro déchet et bonne humeur : la 9e édition de Fécamp Qu'on Soupe c'est tout bientôt](#)



## Municipales 2026. Sans liste, le PCF donne une consigne de vote à Port-Jérôme-sur-Seine

Cédric Thomire

2-3 minutes

---

"On aura essayé." Faute de candidats en nombre suffisant, la section PCF de Port-Jérôme-sur-Seine est contrainte de ne pas déposer de liste aux élections municipales de mars 2026, à Port-Jérôme-sur-Seine. [L'appel lancé en début d'année par les communistes](#) n'aura pas permis de réunir les 35 candidats nécessaires. "Nous étions seulement une vingtaine. C'est dommage. Des habitants nous encouragent à nous lancer, mais quand on leur demande de s'engager, c'est non. Certains craignent qu'on leur reproche leur engagement politique, d'autres nous expliquent qu'ils n'ont pas le temps", témoigne Brigitte Terrier, secrétaire de la section locale du parti communiste.

### Un appel à ne pas voter pour la liste du RN

Face à cette situation, les militants de gauche se disent qu'ils auraient peut-être dû se lancer dans la bataille avant. Mais fin 2025, ils ne voulaient pas saturer les électeurs, en pleine actualité politique nationale avec le vote du budget.

Néanmoins, pas question de rester silencieux avant le scrutin. "En tant qu'opposition dans la politique de la municipalité sortante lors de cette dernière mandature, nous tenons à solliciter les électrices et électeurs qui auraient pu nous apporter leurs suffrages le 15 mars. Nous leur demandons de voter pour une liste qui ne sera en aucun cas celle du Rassemblement national, porteur d'une idéologie dangereuse pour la démocratie dans notre pays." Donc de voter pour [la liste de la majorité sortante, conduite par Virginie Lutrot](#). "Son projet et ses propositions sont les moins mauvais pour les habitants", glisse Hervé Loisel, membre de la section.

### Un seul tour pour l'élection

"Attention, comme il n'y a finalement que deux listes, il n'y aura qu'un seul tour à ces municipales. C'est-à-dire un seul jour pour

*voter, le dimanche 15 mars", tient à souligner Brigitte Terrier. Les communistes ajoutent que leur parti n'est pas favorable à l'abstention. " Voter, c'est un devoir pour élire les conseillères et conseillers qui ont fait le choix de représenter les valeurs républicaines au service des habitants de Port-Jérôme-sur-Seine. Venez nombreux le 15 mars faire votre devoir de citoyen. La démocratie vous en remerciera !" lance Hervé Loisel.*

## **Fécamp. "Nous ne voulons pas nationaliser cette campagne car elle doit rester locale"**

*Valentin Carpentier*

~2 minutes

---

Elue d'opposition de gauche, Bénédicte Martin est aujourd'hui candidate à la mairie de Fécamp avec la liste "Fécamp, ensemble autrement".

### **Le Courrier Cauchois : Pourquoi vous vous présentez ?**

Bénédicte Martin : Je me présente, non pas parce que c'était un plan de carrière ou une ambition personnelle, mais parce qu'au terme de deux années de travail commun avec les partis de gauche, il est apparu que ma candidature pouvait être celle du rassemblement.

### **L.C.C. : Quelles sont vos mesures fortes ?**

B.M. : Il est difficile d'isoler quelques mesures, car tout est lié mais il y a trois grandes priorités : réparer, protéger et préparer l'avenir. Réparer, c'est entretenir les bâtiments publics délaissés, améliorer l'accessibilité, notamment les trottoirs, ou restaurer la confiance entre élus et habitants. Protéger, c'est annuler la taxe sur les ordures ménagères ou la gratuité des transports publics pour les moins de 25 ans et les plus de 65 ans. Et préparer l'avenir, c'est anticiper les risques plutôt que les subir ou encore soutenir la jeunesse.

### **L.C.C. : La présence d'une personne de LFI sur votre liste peut-elle vous nuire ?**

B.M. : Nous ne voulons pas nationaliser cette campagne car elle doit rester locale. Nous partageons l'intégralité du programme sans aucune négociation, ni de compromis. Je n'ai donc aucune inquiétude, les membres de la liste sont compétents, engagés et sincères, avec un objectif commun, l'intérêt général et celui des Fécampoises.

## Le Rassemblement National peut-il conquérir des mairies en Normandie ?

Écrit par Marc Michel-Dherissart

5-6 minutes

---

Les élections législatives de 2024 ont montré une forte progression du vote Rassemblement National en Normandie. Dans la région, le parti d'extrême droite a déjà raflé plusieurs sièges de députés et signé de bons scores en se maintenant au second tour. Peut-on pour autant en tirer une projection pour les municipales ?

### [Élections municipales 2026](#)

Il est toujours délicat de comparer les résultats de scrutins différents : les enjeux, la participation ou les territoires sont différents. Cependant, les résultats des élections précédentes peuvent servir à donner des lignes directrices, dégager des tendances.

Historiquement, le RN, et son ancêtre, le Front National (FN) ont commencé à s'implanter en Normandie par le sud est du département de l'Eure. La ville de Dreux où le FN connaît son premier succès électoral en 1983 est à moins de 10 kilomètres de la limite sud du département.

À partir de 1983, le Rassemblement National commence à s'implanter dans les zones péri-urbaines. Puis au milieu des années 90, il déborde vers les campagnes. Typiquement, c'est la géographie du département de l'Eure.

*Cyril Crespin, politologue*

Le FN, puis le RN, s'implante durablement dans l'Eure. "Ce département concentre plusieurs villes enclavées qui sont en grande difficulté, un électorat que cible plus particulièrement le RN à partir du milieu des années 2000" précise Cyril Crespin, politologue.

Dans l'Eure, sur cinq circonscriptions législatives, le RN en détient quatre. Fort de cette implantation locale, le RN présente 10 listes de candidats, en majorité dans les plus grandes villes du département.

À l'opposé, le RN ne présente qu'une seule candidature dans le département de la Manche. Cette liste, [conduite par Franck Simon](#), délégué départemental du parti réunit les 53 candidats nécessaires. Car dans ce département, le RN a plus de mal à s'implanter.

(Le FN, puis le RN, s'est implanté dans la Manche et l'Orne par un mouvement qu'on a appelé "le vote des marais ou des gabions". Le parti de Marine Le Pen s'est substitué au vote du CPNT (Chasse Pêche Nature et Traditions)

(Cyril Crespin, politologue

Géographiquement, il existe toujours un clivage entre les deux ex-régions normandes : 20 listes déposées dans l'ex région Haute-Normandie contre 7 sur l'ensemble des départements bas-normands.

Dans les villes où le RN a réussi à présenter des listes, le score réalisé lors des dernières élections par ce parti peut-être révélateur. C'est le cas, par exemple à Mézidon-Canon, dans le Calvados, où Guillaume Langlais espère s'installer dans le siège de maire. Ici, le candidat du Rassemblement national a rassemblé 51,82% des suffrages au deuxième tour des législatives de 2024.

(Mézidon-Canon répond aux critères des villes où le RN a pu prospérer : c'est une ville enclavée, qui concentre des difficultés.

(Cyril Crespin, politologue

Autre cas, la ville de l'Aigle dans l'Orne. Le délégué départemental du RN, Vincent Collo, est opposé à Véronique Louwagie, députée, ancienne ministre, et à Serge Delavallée candidat divers gauche.

(Si Véronique Lowagie ne remporte pas la mairie, ce sera une vraie surprise. Mais quoiqu'il en soit, le score de Vincent Collo sera à examiner, il pourrait marquer une implantation locale plus pérenne.

(Cyril Crespin, politologue

Car, au-delà du scrutin municipal de ce mois de mars 2026, les candidats ont en ligne de mire les deux échéances à venir : les élections sénatoriales et la présidentielle de 2027.

En septembre 2026, les grands électeurs voteront pour élire les sénateurs. Parmi eux figurent les conseillers municipaux : plus un parti compte de conseillers municipaux, plus il a de chance d'envoyer des sénateurs au Palais du Luxembourg.

Le Rassemblement National compte actuellement trois sénateurs et il espère doubler, voir tripler ce score en septembre prochain. C'est une suite logique, pour le parti de Jordan Bardella, "de la

*recherche de crédibilité, de respectabilité du parti. Le RN veut s'afficher comme un parti de gouvernement"* précise encore Cyril Crespin.

Encore un peu plus loin, les élections municipales font figure de *"pré premier tour de la présidentielle"*. Une défaite ou une victoire dans ce scrutin peut stopper ou propulser un destin national même s'il n'est pas présidentiel. C'est le cas pour Edouard Philippe, et son parti Horizons, au Havre. Il est peu probable que cette logique soit différente pour les candidats qui se présentent sous l'étiquette RN.

## Municipales 2026. Urgence écologique : quelles mesures proposent les candidats à la mairie du Havre ?

9–11 minutes

Sept listes sont en lice pour les municipales des 15 et 22 mars 2026 au Havre. Voici le deuxième volet d'une série de thématiques que nous leur avons proposé : l'écologie.

Sur le même thème

[Environnement](#)

[Municipales 2026](#)

[Port du Havre](#)



Transport, espaces verts, tri des déchets... Quelles sont les priorités des candidats à la mairie du Havre concernant l'environnement ? (©LB/76actu)

Par [Louise Boutard](#) Publié le 3 mars 2026 à 18h16

**Ecologie, santé, sécurité, propreté...** Les journalistes de 76actu ont demandé aux candidats des **élections municipales** du [Havre](#) des 15 et 22 mars 2026 quelles sont leurs principales propositions sur ces sujets. [Après la santé](#), voici leurs réponses sur l'**urgence écologique**.

**Marie Le Cieux – Le Havre est à vous**

« Face à l'urgence climatique, l'écologie traverse l'intégralité de notre programme politique – alimentation, habitat, éducation, mobilité, emploi – sans être ressentie comme punitive.

Abandonner la logique destructrice des grands projets. La chenalisation, digues et recalibrages ont privilégié les intérêts portuaires à court terme en réduisant l'espace estuarien, la biodiversité et la capacité naturelle d'absorption des crues. La « chatière » s'inscrit dans cette logique obsolète : nouveau chenal, dragages massifs, destruction d'habitats, alors que des alternatives moins destructrices existent.

Au Havre, les sources de pollution se cumulent : émissions industrielles et portuaires, trafic routier, pesticides et nitrates agricoles contaminent air, eau et sols. Ces expositions chroniques contribuent aux cancers du poumon, de la vessie et leucémies, particulièrement chez les enfants vivant près des axes routiers ou zones industrielles, dans une région déjà plus touchée par la mortalité prématurée.

Nous souhaitons donner à l'air, l'eau, la faune et la flore une existence juridique. Chaque projet, chaque décision sera examinée selon son impact sur ces éléments essentiels à la vie. »

Vidéos : en ce moment sur Actu

## **Edouard Philippe – Le Havre !**

« Au Havre, nous investissons massivement pour être à la hauteur de cet immense défi !

Nous poursuivrons la décarbonation des activités portuaires et industrielles (électrification des quais et production d'énergies décarbonées) et lancerons un projet de réutilisation des eaux usées traitées.

Le chantier pharaonique de résorption de la décharge sauvage de Dollemard a débuté : 300 000 m<sup>2</sup> de déchets à traiter pour réparer 50 ans de laisser aller ! Plus discret mais essentiel, nous renforcerons la sensibilisation au tri des déchets et développerons les liens entre nos cantines et nos agriculteurs.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

En matière de transition énergétique, le réseau de chaleur urbain est un formidable exemple de ce que nous avons réalisé, et nous continuerons la rénovation énergétique des bâtiments municipaux.

Nous planterons 20 000 arbres supplémentaires pour dépasser 50 000 arbres en ville et poursuivrons la végétalisation des cours d'école.

Enfin, nos choix sont clairs : décarboner les déplacements. La nouvelle ligne de tramway reliera la gare aux quartiers Sud en 10 minutes et à l'hôpital Monod en 20 minutes. Nous achèverons un réseau cyclable continu et sécurisé et poursuivrons le déploiement des bornes de recharge électrique. »

### **Sophie Zarifian – Le Havre en débat**

« L'écologie doit produire des résultats concrets dans la vie quotidienne, tout en préparant l'avenir économique de la ville.

Nous lancerons rapidement un projet pilote de potager municipal pour alimenter les cantines scolaires. L'objectif est double : proposer des repas plus sains et locaux, tout en créant un lieu pédagogique où les classes pourront venir découvrir comment poussent les légumes, comprendre les saisons et le lien entre alimentation et environnement. Ce pilote permettra ensuite de développer un projet plus ambitieux à l'échelle de la ville et de l'agglomération.

Nous mettrons aussi en place la gratuité progressive des transports en commun, en commençant par les publics qui en ont le plus besoin.

En parallèle, Le Havre doit se donner un cap clair : devenir un pôle européen de l'écologie maritime. Le Hub Bleu sera à la fois un centre de recherche, de formation et un grand lieu pédagogique ouvert au public, pour sensibiliser aux enjeux des océans et aux métiers de demain. Ce projet permettra aussi de faire du Havre une ville de référence pour l'éducation à l'écologie, en lien direct avec son identité maritime et portuaire. »

### **Jean-Paul Lecoq – Mieux vivre ensemble au Havre**

« La transition écologique est le fil rouge de notre programme. L'impact écologique sera au cœur de chacune de nos décisions et de chacun de nos projets.

Nous prendrons en compte le résultat des dernières études sur les risques de submersion afin d'en anticiper les impacts en aménageant la ville de demain.

Nous favoriserons la protection de la ressource en eau, au niveau des zones de captage, en luttant contre les fuites, et en réduisant la consommation par une incitation tarifaire.

Dans les cantines scolaires, nous proposerons plus de repas bios,

végétariens et de produits locaux.

Nous développerons les mobilités douces, pour améliorer la qualité de l'air : par l'aménagement d'un réseau cyclable plus vaste, plus cohérents, mieux identifié et une formation à la pratique ; par l'instauration de la gratuité des transports en communs, les mercredis, samedis et pour les scolaires.

Un programme ambitieux de rénovation des bâtiments, notamment sur l'aspect énergétique, sera mis en place, ainsi qu'un plan d'urgence pour la végétalisation de la ville (cours d'écoles, bâtiments, espaces publics) afin de lutter contre les îlots de chaleur.

Nous soutiendrons les projets de réindustrialisation durable. »

### **Franck Keller – Le Havre d'abord, les Havrais toujours !**

« En matière d'urgence écologique, voici mes solutions pour Le Havre : l'aménagement et végétalisation de cinq places par an, l'aménagement de la forêt de Montgeon en grand espace familial, convivial et sportif avec parcours santé, ferme pédagogique, festival...

Priorité stratégique de mon mandat : établir une liaison ferroviaire entre Paris et Le Havre en une heure de train pour réduire l'usage de la voiture (la promesse faite par Nicolas Sarkozy et Antoine Rufenacht puis annulée par la gauche en 2012). »

### **Magali Cauchois – Lutte ouvrière-le camp des travailleurs**

« L'écologie est un sujet important au Havre, cerné par deux raffineries, un port pétrolier et des dizaines d'usines pétrochimiques, même si les problèmes écologiques ne peuvent pas se régler à l'échelle municipale ni en laissant la rentabilité et le profit être la règle.

Nous avons été nombreux à être inquiets, cet automne, des épisodes de grande torchère à la raffinerie de Gonfreville qui ont dégradé la qualité de l'air. Mais Total s'est contenté d'invoquer un « dérèglement temporaire », refusant de donner d'autres explications, protégé par le secret des affaires.

Les travailleurs de Total et des entreprises voisines, dont beaucoup sont liées à la production de Total, savent, eux, ce qui s'y passe et quels sont les dangers. Ils seraient les seuls à pouvoir alerter et surtout imposer des mesures de sécurité avec le soutien de la population. C'est à cela que nous œuvrerions si nous avions des

élus.

À l'échelle de la société, les travailleurs font tout fonctionner, mais c'est seulement s'ils contrôlaient la production, là où va l'argent, et décidaient collectivement de ce que l'on produit, où et comment, que l'on pourrait réellement chercher à faire face à l'urgence écologique. »

## **Charlotte Boulogne – Le Havre insoumis**

« Pour nous, l'écologie n'est pas négociable. Notre programme propose une bifurcation écologique qui s'applique à chaque strate, chaque projet, respectueuse des habitant·es, de l'environnement et des animaux. C'est un projet global pour la ville. Les urgences sont les suivantes : se baser sur une référence du réchauffement climatique réel à 4°C (vs 2,3°C appliqués par la mairie actuelle) pour mieux anticiper les risques et les projets futurs (urbanisme, habitat, submersion, ...).

Lutter contre la pollution de l'air en rendant progressivement gratuits les transports en commun, sans réduction de l'offre mais aussi en renforçant la place du vélo en améliorant les pistes cyclables et l'offre de vélos de prêt. Mettre fin à l'accueil de croisières ultra-polluantes, en faveur d'un tourisme durable. Généraliser l'application de la règle verte. Assurer des cantines 100 % gratuites, bio et locales, et s'assurer de n'avoir aucun produit issu du MERCOSUR. »

**Retrouvez tous nos articles sur les élections municipales du Havre dans [notre dossier spécial](#).**

Suivez l'actualité du Havre sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

*Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).*

## Municipales 2026 au Havre. Que proposent les candidats pour le stationnement ?

6-8 minutes

Voici un nouveau volet de notre série de questions pour les sept candidats à la mairie du Havre pour les prochaines élections municipales de 2026. Aujourd'hui : le stationnement.

Sur le même thème

[Automobile](#)

[Municipales 2026](#)

[Stationnement](#)



Tarifs, contrôles... les candidats aux élections municipales au Havre nous livrent leurs propositions en matière de stationnement. (©VL/76actu/Illustration)

Par [Vanessa Leroy](#) Publié le 4 mars 2026 à 8h04

**Ecologie, santé, sécurité, propreté...** La rédaction de 76actu a interrogé les sept candidats aux **élections municipales** du [Havre](#) des 15 et 22 mars 2026 en matière de stationnement, et ainsi avoir un aperçu de leurs propositions. Voici leurs réponses concernant **le stationnement**.

**Edouard Philippe – Le Havre !**

« Nous avons fait des choix clairs en matière de mobilités : décarboner nos déplacements en proposant des alternatives à la voiture, sans la stigmatiser ! Les Havrais qui ont besoin d'une voiture doivent pouvoir se stationner. Mais on ne peut pas demander à ceux qui respectent la règle d'être les seuls à payer, pendant que d'autres la contournent. Nous nous sommes donc dotés d'un outil de contrôle plus efficace, pour sanctionner les abus et garantir la rotation des véhicules.

Et précisément parce que ce contrôle fonctionne, nous pouvons maintenant passer à l'étape suivante : baisser les tarifs des abonnements. Mon objectif est qu'ils diminuent de 12 % à 20 % selon les formules et les zones ; par exemple l'abonnement résident passera de 125 à 110 € par an. Nous étendrons par ailleurs le tarif étudiant à l'ensemble des zones vertes.

Pour répondre au besoin très concret des courses du quotidien, nous souhaitons développer des cases d'arrêt minute afin de rendre les achats de proximité plus simples. Le parking de l'Hôtel de Ville restera gratuit tous les samedis.

Pour faire respecter les places des personnes à mobilité réduite, la police municipale contrôlera aussi les parkings privés, notamment de supermarchés. »

## **Magali Cauchois – Lutte ouvrière-le camp des travailleurs**

« Pour bien des Havrais, le prix du stationnement en centre-ville s'apparente à du racket : 3€ pour 2 heures et 30€ si on atteint 2h15, alors qu'il est souvent indispensable, si on habite en ville haute (ou aux Neiges où il n'y a presque plus de bus), de venir en voiture en centre-ville quand les transports en commun sont inadaptés.

Vidéos : en ce moment sur Actu

C'est un coût pour les habitants des quartiers éloignés. Comme les dotations de l'État aux collectivités locales baissent d'année en année, c'est un moyen détourné d'augmenter les impôts. Si les financements diminuent, c'est que l'argent public est englouti dans le remboursement de la dette que l'État a lui-même creusé pour financer les grandes entreprises (270 milliards d'euros en 2025).

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

La municipalité a choisi de laisser EFFIA faire du profit en lui

confiant tous les parcs de stationnement. Le plus choquant est le cas du parking de l'hôpital Monod, quasiment inaccessible en transport depuis l'arrêt du train. Les patients et le personnel doivent payer ou marcher 20 min (dans le noir pour ceux qui travaillent l'après-midi) pour rejoindre le parking de la zone commerciale. La situation est tellement tendue que l'hôpital a contraint le personnel de sécurité à être assermenté pour verbaliser leurs collègues ! »

## **Franck Keller – Le Havre d'abord, les Havrais toujours !**

« Voici les principales mesures que je prendrai pour le stationnement au Havre : gratuité le samedi après-midi, fin immédiate de la sulfateuse à PV, arrêt de la suppression des places en centre-ville. »

## **Marie Le Cieux – Le Havre est à vous**

« Faire du Havre une ville respirable, c'est d'abord repenser notre rapport à la mobilité. Héritée des années 1950, notre ville a été conçue pour la voiture et longuement marquée par l'activité industrielle. Aujourd'hui, nous devons écrire une nouvelle page : celle d'une ville plus apaisée, où la qualité de l'air et la santé publique deviennent des priorités.

Concernant le stationnement automobile, il n'est pas question d'encourager l'usage accru de la voiture en ville. En revanche, la gratuité des parkings proches des lieux de soins sera mise en place pour faciliter l'accès à la santé. Parallèlement, nous investirons dans une augmentation de la fréquence des transports en commun, leur gratuité progressive, et la création de pistes cyclables continues et sécurisées, afin d'offrir des alternatives fiables et confortables à la voiture individuelle.

Mais la problématique du stationnement ne s'arrête pas aux voitures : les paquebots de croisière représentent une source majeure de pollution atmosphérique au Havre. Malgré l'aménagement du quai de Floride, peu de navires peuvent se brancher électriquement, et la flotte mondiale reste largement dépendante des scrubbers et du GNL, technologies encore polluantes. L'augmentation prévue du trafic (600 000 passagers en 2030) risque d'annuler les progrès réalisés et d'entretenir le niveau de pollution, déjà sept fois supérieur à celui du trafic automobile pour les oxydes de soufre.

Il n'est pas acceptable d'hypothéquer ainsi la santé des habitants. Notre politique de stationnement, terrestre comme maritime, devra donc viser un même objectif : redonner à l'air du Havre sa clarté et à ses habitants le droit de respirer. »

## **Charlotte Boulogne – Le Havre insoumis**

« Nous souhaitons la fin du véhicule LAPI (« sulfateuse à PV ») et l'introduction d'une politique de tarification du stationnement plus juste et plus socialisée. Pour augmenter la place du vélo, il est important pour nous d'offrir une plus grande offre de parkings à vélo, notamment sécurisés. Nous souhaitons repasser en régie publique les parkings dont la gestion a été privatisée (parking des Docks, parking de l'hôtel de ville, ...). »

**Retrouvez tous nos articles sur les élections municipales du Havre dans [notre dossier spécial](#).**

*Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).*

## Municipales 2026 à Vénestanville : Laurent Boudin affirme ne pas avoir « la folie des grandeurs »

4-5 minutes

À Vénestanville, la liste menée par Laurent Boudin vient contrecarrer les plans de la municipalité sortante. Le candidat veut que les décisions soient prises ensemble.

Sur le même thème

[Municipales 2026](#)

Article réservé aux abonnés



Laurent Boudin (au centre) travaille sur le programme depuis deux ans avec son équipe dans le cadre des municipales à Vénestanville (Seine-Maritime). ©Les Informations dieppoises

Par [Rédaction Dieppe](#) Publié le 3 mars 2026 à 20h04

La campagne municipale à [Vénestanville \(Seine-Maritime\)](#) est loin d'être un fleuve paisible. Les **deux listes** en lice se disputent âprement les voix qui viendront des urnes en mars prochain. Le départ du **maire Alain Delaunay** laisse une place que vont se disputer deux têtes de liste : **François Pasquier** de la mandature sortante et **Laurent Boudin**, élu de l'opposition.

### Rénover l'église fermée

Ce dernier est artisan menuisier. Il a grandi dans le village et est

conseiller municipal depuis 2020. « Je m'étais présenté en candidat individuel et j'ai été élu », rappelle-t-il.

Sa candidature est donc une suite logique à son engagement pour le village, mais elle répond aussi aux sollicitations de nombreux habitants.

« Avec l'équipe « Bien vivre à Vénestanville », nous sommes allés sur le terrain pour discuter avec les habitants et il ressort une envie de changement ainsi que le besoin de reconnexion avec le terrain », relate le candidat.

La liste qu'il a constituée est aujourd'hui complète et composée notamment de deux élus de l'équipe sortante. « Je n'ai eu aucune difficulté à rallier les gens à moi, la liste est apolitique et l'objectif est de laisser place au collectif. Toute décision qui sera prise le sera de façon collégiale. »

Il sait que beaucoup de travail est à faire et parmi les dossiers les plus urgents, celui de l'église fermée depuis une douzaine d'années. « J'ai suivi le dossier et je sais qu'il n'y a pas des travaux conséquents à mettre en place, ce n'est pas normal que cette église soit fermée au public depuis tant d'années » dit le candidat.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Le programme est sur les rails avec un impératif, pas d'augmentation de l'imposition locale. La sécurité est une autre priorité, « surtout suite aux problèmes de vols et détériorations que nous avons eus ces derniers temps » ajoute Laurent Boudin.

L'autre priorité sera de recréer du lien, de faire vivre le village dans un esprit collectif et convivial : « Contrairement à ce qui se dit, je n'ai pas la folie des grandeurs et il est hors de question de faire du n'importe quoi. J'ai participé à l'animation du village et je veux que Vénestanville avance et retrouve cet esprit de village. »

Laurent Boudin et son équipe se disent fin prêts, « cela fait deux ans que nous travaillons sur notre programme ! »

*Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).*

## Municipales 2026 : Emmanuel Mallet, candidat à Forges-les-Eaux, présente les grandes lignes de son programme

4-5 minutes

Emmanuel Mallet est l'un des trois candidats pour les élections municipales de mars 2026 à Forges-les-Eaux. Il répond à cinq de nos questions pour développer son programme.

Sur le même thème

[Municipales 2026](#)

[Pays de Bray](#)



Emmanuel Mallet est l'un des trois candidats pour les élections municipales de mars 2026 à Forges-les-Eaux. ©L'Eclaireur – La Dépêche

Par [Sébastien Aliome](#) Publié le 3 mars 2026 à 16h08

Quelle place auront les infrastructures sportives dans votre programme ? (Piscine, gymnase...)

[Les infrastructures sportives](#) seront traitées comme des investissements structurants pour la **jeunesse**, la santé et la cohésion sociale. Un **audit global** engagera un plan pluriannuel de réhabilitation des équipements existants et la réévaluation du projet piscine pour permettre sa réouverture. Objectifs : préserver, planifier et garantir un accès équitable aux installations pour toutes

les disciplines et leurs adhérents.

Quelles mesures prenez-vous pour attirer de nouveaux habitants à Forges-les-Eaux / Le Fossé ? Si vous êtes élu (e), quels grands chantiers comptez-vous lancer en priorité ?

Pour attirer de nouveaux habitants, la commune doit renforcer son attractivité résidentielle et économique : diversifier l'offre de logements, rénover le bâti vacant, soutenir commerces et télétravail, moderniser écoles, santé et équipements culturels et sportifs, aménager des zones d'activité et valoriser ses espaces publics afin d'offrir un cadre de vie dynamique, accessible et durable.

Comment comptez-vous vous y prendre pour gérer le dossier de l'eau ?

Élus, nous placerons la **transparence** financière en priorité. Un audit complet évaluera capacité d'investissement, endettement et marges afin de définir des **priorités** soutenables : remise à niveau des équipements, entretien du patrimoine, projets pour la jeunesse et l'attractivité. Méthode : diagnostiquer, planifier, agir selon les finances communales.

À Forges-les-Eaux, [l'eau](#), sous dérogation depuis 2018, illustre les manquements qui perdurent. Le réseau perd plus de 40 % sur 38 km ; seuls 2 km rénovés et 600 m/an prévus actuellement, rythme insuffisant. Objectif à court terme : sortir du régime de dérogation grâce à un plan accéléré et financé de manière stratégique.

Comment comptez-vous assurer le bien-être des enfants et des seniors à Forges-les-Eaux/Le Fossé ?

Une commune ne se construit pas par tranches d'âge, mais dans le **vivre-ensemble**, en veillant à l'équilibre entre enfants, jeunes, actifs et aînés. Assurer le bien-être des enfants et des seniors implique de faire de la commune un espace de dialogue entre générations. Nous renforcerons les [instances participatives](#) – conseil municipal des enfants, conseil des jeunes, conseil des sages et référents de quartier – afin que chacun prenne part aux décisions. Nous soutiendrons l'autonomie des jeunes, notamment via l'aide au permis, et lutterons contre l'isolement des seniors en valorisant leur rôle actif dans la vie communale.

À titre personnel, quel est l'endroit de Forges-les-Eaux/Le Fossé que vous préférez le plus et pourquoi ?

Je n'ai pas d'endroit préféré, car c'est Forges-les-Eaux-Le Fossé dans son ensemble que j'aime. Chaque quartier, chaque espace naturel, chaque lieu de vie participe à l'identité et à l'équilibre de la

commune. Le centre, les espaces verts, les équipements, les zones plus résidentielles : tout contribue à une cohérence et à une qualité de vie qui font la singularité du territoire.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Ce que j'aime, c'est précisément cette complémentarité entre patrimoine, nature et dynamisme local. C'est l'ensemble qui donne sens et force à notre commune.

*Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).*

## Municipales 2026: Christine Lesueur, candidate à Forges-les-Eaux, présente les grandes lignes de son programme

4-5 minutes

Christine Lesueur, maire de Forges-les-Eaux, est candidate à sa réélection pour les élections municipales de mars. Elle répond à cinq questions pour développer son programme.

Sur le même thème

[Municipales 2026](#)

[Pays de Bray](#)



Christine Lesueur, maire sortante de Forges-les-Eaux, est candidate à sa réélection pour les élections municipales de mars 2026. © Archives/Eclaireur Dépêche

Par [Rédaction Gournay-Forges](#) Publié le 3 mars 2026 à 11h33

Quelle place auront les infrastructures sportives dans votre programme ? (Piscine, gymnase...)

Avec la **reconstruction** du collège par le Département, [un nouveau gymnase](#) verra le jour. Nous porterons la réalisation d'une nouvelle piste d'athlétisme et de terrains sportifs. Indispensable pour l'apprentissage de la natation, [la piscine](#) sera adaptée à l'échelle de notre ville et de ses besoins. En relation avec les services départementaux du dojo et pour répondre aux demandes

d'associations sportives (Noble Art, Twirling, Global Training...), nous mettrons à disposition du personnel communal pour leur offrir de nouveaux créneaux horaires.

Quelles mesures prenez-vous pour attirer de nouveaux habitants à Forges-les-Eaux / Le Fossé ? Si vous êtes élu(e), quels grands chantiers comptez-vous lancer en priorité ?

Pour attirer de nouveaux habitants, l'un des principaux leviers est la [création d'emplois](#). Un sujet qui me tient à cœur que je continuerai de porter : soutenir et valoriser le commerce local et les services de proximité, attirer les [professionnels de santé](#) (cabinet de kinés), proposer et développer les services aux familles (école, accueil périscolaire, centre de loisirs au Fossé, espace ados), développer une offre culturelle et événementielle attractive et accessible à tous, soutenir les projets de création de logements adaptés à tous les besoins.

Comment comptez-vous vous y prendre pour gérer le dossier de l'eau ?

La piscine est un projet majeur pour notre ville, elle figure parmi les priorités. La ville a de grosses responsabilités quant à la [distribution de l'eau potable](#) et l'assainissement sur Forges-les-Eaux, les objectifs sont fixés : réhabilitation des canalisations, amélioration de la qualité de l'eau potable, sécurisation de la distribution d'eau potable (connexion avec le syndicat de Sigy), travailler en concertation avec le Syndicat Forges Est pour le territoire du Fossé.

Comment comptez-vous assurer le bien-être des enfants et des seniors à Forges-les-Eaux/Le Fossé ?

Développer une offre de **services municipaux** de qualité à destination des enfants (école, périscolaire, centre de loisirs, car municipal), soutenir les aînés grâce aux actions du CCAS (accompagnement au quotidien, bons d'achat, repas de Noël), soutenir le tissu associatif qui permet à tous les âges un épanouissement et à s'intégrer dans la vie locale, attirer des professionnels de santé pour soigner les petits comme les seniors, continuer à améliorer les infrastructures de la ville pour un cadre de vie agréable et adapté à tous, proposer une offre culturelle diversifiée et gratuite pour tous les âges (médiathèque, spectacles pour les petits, fêtes), soutenir les initiatives favorisant les rencontres intergénérationnelles.

A titre personnel, quel est l'endroit de Forges-les-Eaux/Le Fossé que vous préférez le plus et pourquoi ?

C'est à la fête du cheval, c'est à la fête Brevière, c'est chez les

commerçants, c'est au marché, parce que dans tous ces lieux, je suis au contact des habitants avec le sourire, rien ne vaut tous ces petits moments partagés.

*Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).*

## Municipales 2026 à Canteleu : sécurité, jeunesse et logement au cœur des programmes des candidats

*Sylvain Auffret*

6–8 minutes

À Canteleu, les thèmes de la sécurité, du logement et de la jeunesse figurent sur les propositions des trois listes s'affrontant pour les élections.



Publié: 3 Mars 2026 à 19h15 Temps de lecture: 4 min

En 2020, Mélanie Boulanger (PS), à la tête de la seule liste en présence à Canteleu, avait été élue maire, avec un taux d'abstention de 74 %. Depuis, elle a démissionné suite à sa mise en cause pour complicité de trafic de stupéfiants dont elle a finalement été relaxée en juillet 2024. Résultat, c'est son successeur Tom Delahaye, 38 ans, [élu fin février 2024](#), qui se présente comme tête de la liste « Ensemble pour Canteleu » (union de la gauche) devant les électeurs. Face à lui, deux listes concurrentes : « Canteleu unie et conquérante » (divers droite) menée par [Loïc Lavaud](#), 39 ans, et « Canteleu se lève » (LFI-NPA), conduite par [Souad Takhtoukh](#), 32 ans. Dans les propositions des candidats, on retrouve plusieurs thèmes similaires, logement, sécurité, jeunesse et santé, pas forcément dans cet ordre.

### Le logement et les bailleurs sociaux

Dans cette commune populaire d'environ 14 000 habitants, dont plus de 60 % sont logés par des bailleurs sociaux (Habitat76 est le plus important), c'est la mise en cause de ces derniers qui figure au programme, notamment celui de Souad Takhtoukh. Les bailleurs sont pointés du doigt pour la mauvaise qualité des logements et

des réparations, les délais d'intervention, les charges qui augmentent malgré tout. Et un taux de vacance de 12 %, qui serait dû à la politique de la Métropole de varier les profils des locataires pour créer plus de mixité sociale, juge la candidate LFI. Souad Takhtoukh veut faire baisser ce taux à 5 %, ce qui permettrait de faire baisser le montant global des loyers et des charges de 100€.

Même promesse de faire baisser la vacance chez Loïc Lavaud. Le candidat veut réaliser un audit complet du parc de logements et mettre en place des sanctions en cas de non-respect de leurs obligations. Loïc Lavaud promet aussi que, par arrêté, il déclarera insalubre des logements indignes, dont le coût des remises aux normes incomberait aux bailleurs. Du côté d'« Ensemble pour Canteleu » on veut continuer à appliquer fermement, et améliorer, la charte signée entre la mairie et les bailleurs fin 2024, instaurer un permis de louer et lutter contre les passoires thermiques.

## **Sécurité, police et éclairage**

Dans une ville marquée par la question du trafic de stupéfiants, où les [effectifs de la police municipale](#) sont montés à huit et le nombre de caméras à 100, les promesses concernant la sécurité occupent aussi les programmes, notamment celui de Loïc Lavaud. Ce dernier veut doubler les effectifs de police municipale, qui compteront des maîtres-chiens (et un au moins chien ainsi qu'un chenil donc), les armer, augmenter leur présence certains soirs et les week-ends, ainsi que procéder à un audit des caméras, pour réparer celles qui ne fonctionnent pas, installer la vidéoverbalisation. Au-delà la délinquance, le candidat entend mettre fin aux [rodéos](#), aux dépôts sauvages et aux voitures épaves. Dans cette même optique, il veut rallumer l'éclairage dans certains endroits (point de deal).

Le maire sortant propose de poursuivre avec l'installation de 20 caméras supplémentaires, l'engagement de quelques policiers municipaux afin d'accentuer leur présence les soirs et week-end (l'enlèvement des voitures épaves faisait déjà l'objet de la charte signée avec les bailleurs sociaux). Du côté de Souad Takhtoukh, si le rallumage de l'éclairage est aussi prévu à certains endroits, l'accent est mis sur la prévention avec le recrutement d'éducateurs municipaux et de favoriser l'accès au logement aux femmes victimes de violences conjugales.

## **Places aux jeunes**

Enfin, dans une commune où 40 % de la population avait moins de 30 ans en 2022 et où les taux de chômage et de pauvreté demeurent très élevés, la jeunesse figure en bonne place des

préoccupations politiques. Les trois listes veulent mettre en place un système facilitant l'inscription dans un club de la ville.

« Canteleu se lève » et « Ensemble pour Canteleu » veulent construire un terrain de football synthétique. La candidate LFI veut rénover d'autres équipements (salle omnisports, école de musique) là où la liste du maire veut investir dans différents équipements pour faire de Canteleu une cité du sport. « Canteleu unie et conquérante » veut, elle, créer des lieux dédiés aux jeunes et instaurer des « parrains » pour connecter les jeunes avec le monde de l'entreprise.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[À Oissel, des jumelles ouvrent un salon de beauté en centre-ville](#)



[Municipales 2026 : à Bois-Guillaume, les cambriolages s'invitent dans la campagne électorale](#)

## Municipales 2026 : à Bois-Guillaume, les cambriolages s'invitent dans la campagne électorale

*Robin Rioult*

7-9 minutes

Série municipales 2026 (3/6). Dans la Métropole de Rouen, la sécurité et la lutte contre les vols sont des thèmes majeurs des élections municipales. Exemple à Bois-Guillaume où, si la délinquance est basse, la question des cambriolages s'invite dans le débat.



La crainte d'un cambriolage reste bien présente dans les esprits à Bois-Guillaume. - Photo d'illustration Boris Maslard/PND.



*Par Robin Rioult*

Publié: 4 Mars 2026 à 07h16 Temps de lecture: 1 min

Bien ancrée dans la métropole de Rouen avec ses petits commerces et ses zones résidentielles, Bois-Guillaume est loin d'être une plaque tournante de la délinquance. Mais cela ne veut pas dire que les habitations ne suscitent pas les convoitises.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

En effet, sans surprise, ce sont [les vols de tous types et les cambriolages](#) qui font le plus parler d'eux en ville, même s'ils sont en baisse ces dernières années. La moyenne locale reste toutefois supérieure à celles du département et de la région. En 2024, selon le ministère de l'Intérieur, les vols et les cambriolages représentaient 67,45 % de toutes les infractions recensées, avec 17 % d'intrusion à l'intérieur du domicile (131 cas recensés). Les chiffres pour 2025, eux, ne sont pas encore connus.

## De mauvaises expériences bien réelles

Si la plupart des habitants n'ont pas ces données en tête, la crainte d'un cambriolage reste bien présente dans les esprits.

« Évidemment, on y pense quand on part au travail ou que l'on s'absente plusieurs jours, confirme Julien\*, Bois-Guillaumais de 32 ans, interrogé rue de Neufchâtel. *Je ne me suis jamais fait cambrioler, mais je fais toujours attention à fermer la porte et à ne rien laisser traîner dans la voiture ou le jardin. »*

En passant par la porte d'entrée, on s'est rendu compte que tout était par terre ! Une de nos portes arrière avait été forcée et le volet roulant de la fenêtre, juste à côté, avait été relevée de force.

**Jacqueline**, Bois-Guillaumaise

D'autres ont déjà été visités. Jacqueline\*, retraitée de 68 ans, a accepté de nous recevoir chez elle, dans le quartier de l'Église. En septembre 2021, son époux et elle ont eu une très mauvaise surprise en revenant de vacances. « *Lorsque nous sommes rentrés, la porte du garage refusait de s'ouvrir. Elle était endommagée. En passant par la porte d'entrée, on s'est rendu compte que tout était par terre ! Une de nos portes arrière avait été forcée et le volet roulant de la fenêtre, juste à côté, avait été relevé de force. »*

## 5 000 euros de dégâts au minimum

Les cambrioleurs sont passés par une porte qui n'est pas visible depuis la rue. Aucun voisin n'a remarqué quoi que ce soit. Qu'ont-ils emporté ? « *Des choses très diverses mais qui avaient le point commun de ne pas être lourdes, d'être facilement transportables. »*

Appareils photos, ordinateurs, montres, disques, instruments de musique, consoles de jeux, disques durs, etc. « *Ils m'ont même volé des bouteilles d'eau de toilette !* » La perte la plus dure pour Jacqueline reste celle de certains bijoux de famille en or, « *que ma grand-mère m'avait donnée.* » L'assurance facture le tout à 5 000 euros. Malheureusement, l'enquête de police n'a rien donné et la plainte a été classée sans suite.

Le couple de retraités n'a pas non plus été rassuré par un nouvel incident en août 2025, lorsque Jacqueline a surpris « *un homme d'une trentaine d'années, au gabarit léger, habillé comme un passant* » chez elle. « *Pourtant, tout était fermé !* » L'individu avait sauté par-dessus les barrières avant de se faufiler à l'intérieur de la maison. « *La police m'a dit qu'il était certainement venu faire du repérage, ou voler quelque chose à la main. Je ne l'ai pas pris en photo, apparemment c'était mieux comme ça. Il aurait pu me bousculer !* »

Depuis ces incidents, le couple a investi dans un système d'alarme, en intérieur comme en extérieur, et a renforcé sa porte arrière. « *On en devient méfiant, même quand on est tous les deux à la maison. Ce n'est pas agréable. C'est quand même dommage d'en arriver là !* »

## **La commune et les habitants s'organisent déjà**

Sur le plan politique, aucune force en présence ne minimise la question. Les deux candidats multiplient les propositions pour lutter contre les cambriolages (voir plus bas), et des dispositifs concrets existent déjà. Depuis avril 2024, la mairie de Bois-Guillaume propose une aide pouvant aller jusqu'à 200 euros pour l'installation d'un système d'alarme chez les particuliers.

La police municipale reste très active, notamment via l'opération tranquillité vacances. En s'inscrivant à ce service gratuit, « *en votre absence, les policiers municipaux intégreront dans leurs rondes la surveillance de votre habitation* », indiquent les services municipaux. À cela s'ajoutent des initiatives citoyennes, comme le dispositif Voisin vigilant, mis en place dans certains quartiers et signalé par des stickers sur les boîtes aux lettres.

\*Les prénoms ont été changés.

**NEWSLETTER MUNICIPALES** Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



## Municipales 2026. Jean-François Debieu veut « redynamiser le centre-bourg » de La Poterie-Cap-d'Antifer

Karine LEROY

5-6 minutes

Jean-François Debieu vient de boucler sa liste, Le Bon Cap, avec laquelle il prétend à la mairie de La Poterie-Cap-d'Antifer, une commune située en région havraise. Son programme s'articule autour de quatre thèmes, dont la revitalisation de cette commune de quelque 450 habitants.



Publié: 4 Mars 2026 à 06h55 Temps de lecture: 1 min

Depuis la terrasse de sa maison en bois, la vue sur le [phare de La Poterie-Cap-d'Antifer](#) est imprenable. Jean-François Debieu est aussi bien placé pour constater qu'il n'existe pas de cheminement sécurisé pour les cyclistes et les piétons rue de la Côte jusqu'à celle du Phare.

C'est l'une des mesures du programme de sa liste Le Bon Cap. Le candidat aux [élections municipales 2026](#), a réussi à boucler sa liste qu'il vient de présenter, face à deux autres candidats dont le maire sortant, Cyriaque Lethuillier. Chef d'entreprise de 62 ans, Jean-François Debieu veut créer notamment un tiers lieu à la place de l'ancienne brocante en y proposant une petite restauration, un espace dédié aux jeunes, un point info nature, des toilettes publiques et un point de location de vélos et de draisennes pour faciliter l'accès au phare.

### Service civique pour les jeunes, aide au chauffage pour les aînés

L'organisation d'une journée découverte de la nature pour les Potillais, la création d'un poste service civique pour les jeunes de la commune, et celle d'une journée potillaise avec marché et

guinguette nocturne, sont également au programme. Les seniors ne sont pas oubliés : Le Bon Cap veut mettre en place une aide au chauffage et des bons d'achat pour Noël.

Ce n'est pas sa première expérience politique. Jean-François Debieu avait siégé au conseil municipal de sa commune entre 2002 et 2008 sous le mandat de Gérard Paillette. *« J'ai également fait partie de l'association contre le projet de terminal méthanier »,* ajoute le candidat qui dénonce *« l'immobilisme »* du maire sortant. *« Avec les plus de 200 000 € de taxe versés à la commune par le parc éolien offshore de Fécamp, on peut mener des projets ! »,* assure le chef d'entreprise.

## **La liste Le Bon Cap**

Par ordre alphabétique : Quentin Beaufiles, 30 ans, gérant Seine Incendie ; Caroline Bouette, 36 ans, psychologue ; Jean-François Debieu, 62 ans – gérant Atelier du Phare, Hélène Marie Grimaldi, 53 ans, psychologue ; Marc Guiziou, 65 ans, retraité ex-directeur général Grand Frais ; Allan Legay, 43 ans, commerçant ; Pierre-Louis Leroux, 27 ans, agriculteur ; Karine Letellier, 53 ans, coordinateur planning ; Anne Michalski, 46 ans, pharmacienne ; Roger Neel, 84 ans, retraité marin pêcheur ; Marlène Sabathier, 47 ans, artiste peintre.

Réunion publique de Jean-François Debieu, jeudi 5 mars 2026 au Phare, à Villainville, à 18 h.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Des Havrais bloqués à Dubaï, interview de Franck Keller, grève chez Siemens Gamesa... Le point actu à 20 h](#)

[Guerre au Moyen-Orient : des conséquences directes pour les trafics portuaires du Havre et de Rouen](#)

[Au Havre, les Siemens Gamesa poursuivent la grève, un dialogue « difficile » avec la direction](#)

**Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :**

[Élections municipales La Poterie-Cap-d'Antifer \(Seine-Maritime\)](#)

**Contenus sponsorisés**

**Ça se passe aussi vers**

**Ça se passe aussi vers**

[Le Havre](#)

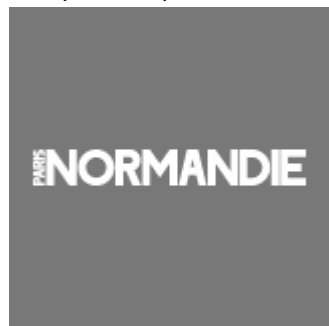
## Municipales 2026. À Saint-Vaast-du-Val, Ludovic Jourdain veut « écrire une nouvelle page »

Sylvie Macquet

5-6 minutes

---

Le jeune quadra, maraîcher bio et enfant du village, tente sa chance pour la deuxième fois aux municipales, avec une équipe complète et pleine d'idées.



Par Sylvie Macquet

Publié: 3 Mars 2026 à 16h02 Temps de lecture: 2 min

À 40 ans, Ludovic Jourdain n'a jamais vraiment quitté Saint-Vaast-du-Val. Enfant du village, il y a repris la ferme familiale, installée depuis quatre générations. Maraîcher bio, il s'engage aujourd'hui pour sa commune en lançant la liste « Agir pour Saint-Vaast » pour les futures échéances municipales.

Déjà candidat il y a six ans, il n'avait alors réuni que sept colistiers et ses propositions d'alors n'avaient pas été retenues. « *Ce n'était pas le bon moment, glisse Ludovic Jourdain sans amertume. Cette fois, notre liste est complète, signe qu'une partie des habitants aspire à un renouvellement après cinq mandats du maire sortant. J'ai d'ailleurs été sollicité pour repartir dans la course.* » Dans ce village d'environ 400 habitants, « *je suis très attaché à la commune où j'ai grandi et où je connais la plupart des familles, assure le maraîcher. Mon arrière-grand-père a été maire de Saint-Vaast et mon grand-père conseiller municipal. Comme eux, je souhaite m'engager pour être utile au village et apporter un regard nouveau. La moitié de mes colistiers a la quarantaine, ce qui permettrait de rajeunir l'équipe municipale.* »

## Communication et animations

La transparence et la communication constituent le premier axe de son programme. Il reconnaît que la gestion actuelle est bonne, mais estime que les décisions mériteraient d'être davantage partagées.

Il propose notamment de faciliter l'accès aux comptes rendus des conseils municipaux via le site internet et les réseaux sociaux, et de développer une communication plus claire sur les projets en cours. Autre priorité : redynamiser la vie locale. Soutenir les associations existantes, relancer un comité des fêtes pour proposer des animations et recréer des temps de convivialité figurent parmi ses engagements.

## Sécurité et gestion de l'eau

La sécurité constitue également un point important de son projet. Il souhaite sécuriser certains axes routiers et priorités à droite jugées dangereuses, aménager des chemins et améliorer l'éclairage public. La question de l'eau et des ruissellements est aussi au cœur de ses préoccupations. Il envisage de travailler en amont avec le Syndicats des bassins-versants afin de mieux maîtriser ces phénomènes et limiter leurs impacts sur la commune. « *L'ensemble devra se faire sans augmenter la pression fiscale* », insiste le candidat.

À Saint-Vaast-du-Val, la campagne s'annonce animée.

« *Mon objectif est clair, assure Ludovic Jourdain. Je veux conjuguer mon attachement au village avec de nouvelles idées apportées par mon équipe pour écrire une autre page de la vie communale.* »

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



## Environnement : les propositions des candidats aux municipales à Dieppe

*Paris Normandie*

7-9 minutes

Enjeux de campagne (4/8). Dans le cadre des élections municipales qui se dérouleront les 15 et 22 mars 2026, Paris Normandie vous détaille, chaque jour, les propositions des candidats à la mairie de Dieppe suivant huit thématiques. Aujourd'hui, l'environnement.



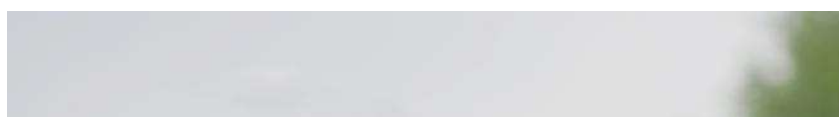
L'environnement s'invite au cœur des municipales - Photo d'archives Paris Normandie



Publié: 4 Mars 2026 à 06h58 Temps de lecture: 1 min

**Hugo Lomenède**

**Lutte ouvrière – Le camp des travailleurs**





Hugo Lomenède - DR

« Pour la 30e conférence de l'ONU sur le climat, la COP30, la catastrophe climatique se poursuit. Elle se poursuit à bas bruit au milieu des guerres, de la détresse et de la misère croissantes, en France et dans le monde.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

De la même façon qu'il ne faut pas compter sur les chefs d'État pour mettre fin aux guerres, à l'exploitation ou à la pauvreté, il serait suicidaire de s'en remettre à eux pour lutter contre le réchauffement climatique.

### **Pour offrir un avenir à la société, il faut renverser la classe capitaliste**

Pluies diluviennes, inondations, canicules, feux dévastateurs, sécheresse, maisons fissurées, cultures menacées... C'est pire dans les pays pauvres, où celui-ci est synonyme de famine et de déplacement forcé de millions de femmes et d'hommes.

Les inondations à répétition en France actuellement en sont un des signes.

Tant que la concurrence et les frontières régneront en lieu et place d'une solidarité internationale, l'humanité restera prisonnière de l'exploitation, des guerres et de la crise climatique. Pour offrir un avenir à la société, il faut renverser la classe capitaliste et son

système complètement fou. »

## **Antoine LABÉ**

**Dieppe conquérante !**



Antoine Labé - DR

« Dieppe doit se positionner comme une ville respectueuse de son environnement et de son patrimoine naturel. Nous nous engageons à veiller à la protection stricte du littoral et de nos paysages remarquables, constitutifs de l'identité dieppoise, tout en renforçant la trame verte et bleue pour assurer une coexistence harmonieuse entre urbanisation et biodiversité.

Sur le plan énergétique, nous accélérerons la conversion des luminaires publics en LED pour permettre une réduction de la consommation énergétique et améliorer la performance environnementale.

### **Contre les mauvais projets, à l'image du parc éolien en mer.**

En matière de construction neuve, nous intégrerons systématiquement des critères en matière d'harmonie paysagère, de performance énergétique et de végétalisation. Nous assumerons également le rapport de force face à l'État et à ses mauvais projets, à l'image du parc éolien en mer.

Dieppe doit préserver la beauté de ses paysages entre terre et mer et garantir un cadre de vie sain et agréable pour tous les habitants. »

## **Nicolas LANGLOIS**

### **Tous ensemble pour Dieppe**



Nicolas Langlois - DR

« Pour nous, protéger notre nature, c'est protéger les habitants et leur cadre de vie ! À Dieppe, la nature est partout : fronts de mer et plages de Dieppe et Puys, espaces boisés, rives de l'Arques, parcs et jardins, qui sont des refuges de biodiversité. Nous préservons ces + de 180 ha dans le Plan local d'urbanisme.

Nous voulons classer 40 ha de bois contre 25 aujourd'hui, augmenter encore le nombre d'arbres plantés.

Pour la qualité de l'air et les économies d'énergie, c'est plus de bus tôt le matin et tard le soir, la gratuité pour les moins de 25 ans et les

plus de 65 ans, la rénovation énergétique des bâtiments et la fin de la transition Led de l'éclairage et des équipements publics.

### **Améliorer la collecte de tous les déchets**

C'est plus de produits locaux et bio dans les cantines et résidences autonomie.

Nous voulons améliorer la collecte de tous les déchets : changer toutes les corbeilles de rue pour permettre le tri, installer de nouveaux points d'apport comme sur le front de mer ou la Grande rue. Nous sanctionnerons les mauvais comportements.

Enfin, nous voulons créer une ferme pédagogique, continuer à développer l'écopâturage et faire entrer les animaux domestiques dans nos résidences autonomie. »

### **André Gautier**

#### **Dieppe qu'on aime**



André Gautier - DR

« Face au défi climatique et environnemental, Dieppe, ouverte à 180° sur la mer, doit repenser sa circulation et sa politique de stationnement. Parmi les obligations de la ville, l'entretien de ses voiries et la propreté sont essentiels

Nous construirons un grand parking à étages à proximité de la gare. Nous reverrons le plan de circulation pour fluidifier, nous limiterons le trafic et les émissions de CO2, renforcerons les lignes de transport en commun pour desservir tous les quartiers et mettrons en place un vrai plan vélo à l'échelle de l'agglomération

### **Nous aménagerons le front de mer**

Nous établirons un plan pluriannuel de réfection des rues, des trottoirs et des bâtiments municipaux et créerons une « brigade propreté » et de lutte contre les déjections canines intervenant immédiatement aux signalements.

Nous aménagerons le front de mer en préservant toutes les pelouses, uniques, en végétalisant, en rassemblant et en harmonisant les implantations d'activités. Enfin, nous planterons des arbres pour améliorer notre cadre de vie et redonner une place à la biodiversité. »

#### **Demain, l'urbanisme et le logement**

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



#### Santé : les propositions des candidats aux municipales à Dieppe



#### Sécurité : les propositions des candidats aux municipales à Dieppe



## Dans les villages autour de Fécamp, quelques batailles en vue : le point sur les élections municipales 2026

Matthias Chaventré

5-7 minutes

À quelques jours des élections municipales, les listes de candidats sont désormais figées dans l'Agglo Fécamp Caux Littoral. Entre candidatures uniques, duels inattendus et maires sortants face à leurs adjoints, le scrutin du 15 mars 2026 s'annonce contrasté.



Publié: 3 Mars 2026 à 18h12 Temps de lecture: 1 min

La préfecture a officialisé les listes des candidats aux élections municipales des 15 et 22 mars 2026. Il n'est plus possible de les modifier. Et désormais, comme c'était déjà le cas pour les communes de 1 000 habitants et plus, « *les élections municipales ont lieu selon un mode de scrutin de liste paritaire dans les communes de moins de 1 000 habitants* », rappelle le ministère de l'Intérieur. Cela concerne [nombre de communes de l'Agglo Fécamp Caux Littoral](#). Puisque 30 d'entre elles ont moins de 1 000 habitants. Seules Saint-Léonard, Valmont et bien sûr Fécamp comptent plus d'un millier d'habitants.



Le dépouillement devrait être beaucoup plus rapide à Yport en

2026 qu'à l'accoutumée : avec une seule liste de candidats. -  
Archives Matthias Chaventré/Paris Normandie

## Une tradition qui se perd à Yport

Les candidatures ont pu se montrer frileuses. Seul Fécamp compte trois listes. Il n'y aura guère de suspens dans deux tiers des communes : une seule liste a été constituée chez chacune d'entre elles.

C'est d'ailleurs le cas à Yport : une surprise. Contre deux listes traditionnellement, et même trois en 2020. Ce qui entraînait souvent de belles batailles. En 2020, la tension était forte : le public debout remplissait la salle de dépouillement, [alors que le Covid frappait à la porte](#). Cinq heures et demie de comptage plus tard, seuls trois candidats étaient élus. Et la France était confinée le lendemain.

Cette fois, ça devrait être plus calme. Le maire Philippe Capron, qui a remplacé Christophe Dubuc en cours de mandat, au décès de celui-ci, mène campagne avec une équipe de colistiers fidèles, pour préparer l'avenir d'Yport tout en veillant à préserver l'identité du village.

## Un 9e mandat à Ganzeville ?

Si Philippe Capron souhaite poursuivre l'aventure, d'autres maires en terminent avec leur premier mandat et ont décidé de dire stop. Séverine Hébert à Életot, Emmanuel Favey à Saint-Pierre-en-Port. [Ainsi que Céline Leconte à Maniquerville](#). À l'opposé, le plus ancien élu à briguer un nouveau mandat est Jean-Marie Crochemore à Ganzeville, maire depuis 1977.

Parmi les anciens, Yannick Mouiche, 49 ans de mandats à Ecretteville-sur-Mer, et Joël Fréger élu depuis 43 ans à Riville, ont choisi de passer la main. Points communs dans ces deux villages : deux listes ont été constituées pour la nouvelle échéance alors que ces communes sont habituées à une liste unique. « *C'est simplement une question de mauvaises relations entre des personnes* », lâchait lors des vœux un habitant d'Ecretteville-sur-Mer.

## Des maires face à leurs adjoints

Dans deux communes voisines, les maires sortants devront faire face à un adjoint lors de cet appel aux urnes. À Senneville-sur-Fécamp, Pascal Lecourt est opposé à Didier Pichon, adjoint démissionnaire. À Sainte-Hélène-Bondeville, Eric Rousselet sera face à Marie-Agnès Leclerc, sa première adjointe. Dans tous ces cas de figure, la réponse des habitants se fera connaître dès le dimanche 15 mars 2026.

## Municipales 2026 : Daniel Beuzelin se représente à Grémonville et a « encore trop d'idées pour arrêter »

Paris Normandie

4-6 minutes

Maire depuis 2014, Daniel Beuzelin est de nouveau candidat à la mairie de Grémonville pour les élections municipales, qui auront lieu les 15 et 22 mars 2026.



Publié: 4 Mars 2026 à 08h31 Temps de lecture: 1 min

À 48 ans, Daniel Beuzelin n'est pas du genre à rester statique. Enfant du pays, ancré à Grémonville depuis toujours, l'actuel premier magistrat a décidé de solliciter à nouveau la confiance des électeurs. Élu municipal depuis 2001 et maire depuis 2014, il porte un regard lucide mais enthousiaste sur sa mission : « *J'y trouve énormément de plaisir. Je suis passionné par ce que je fais et par la conduite de notre commune.* »

### Dynamiser la commune

Pour Daniel Beuzelin, les deux derniers mandats n'ont pas à rougir de leur bilan. Sécurité routière renforcée, création de sentes piétonnes sur l'ensemble du territoire et dynamisation du centre-bourg sont au cœur des réalisations. « *Je suis fier de ce qui a été accompli, notamment le marché des producteurs qui est devenu une référence locale* », souligne-t-il. Point d'honneur de sa gestion : la stabilité fiscale. [Grémonville fait partie de ces communes](#) ayant maintenu, voire baissé, ses taux communaux. « *Notre but n'est pas d'augmenter la pression sur les habitants, mais d'optimiser nos ressources.* »

(Ma vision est trop lointaine pour m'arrêter

**Daniel Beuzelin**, Candidat aux municipales à Grémonville

Pourquoi repartir ? La réponse est simple : [l'envie de voir la commune « prendre de la hauteur »](#). « *Ma vision est trop lointaine pour arrêter* », ajoute la tête de liste Au coeur de Grémonville. Si la rénovation de la voirie et des bâtiments reste une priorité, un dossier de taille attend la prochaine équipe : l'église, touchée par la mэрule, dont l'état sanitaire doit être impérativement stabilisé. Conscient que la fonction exige « *du temps et beaucoup d'énergie* », le maire sortant insiste sur la force du collectif.

Soutenu par ses anciens conseillers, il s'appuie sur une liste représentative de toutes les générations, de 21 à 72 ans. « *Seul, je ne fais rien. C'est grâce à mon équipe que nous portons ces projets. J'ai encore trop d'idées pour m'arrêter là.* »

Lire aussi



[Santé : les propositions des candidats aux municipales à Yvetot](#)



[Yvetot : une nouvelle association de protection animale pour](#)

## Municipales 2026. Près d'Elbeuf, jeunes, familles et cadre de vie en tête du programme de Rémy Léger

Frédérique THULLIER

4-6 minutes

Rémy Léger (PS) et sa liste « Pour Caudebec » mettent l'éducation et de la jeunesse au premier rang de leur programme où le soutien aux familles et l'amélioration du cadre de vie figurent en bonne place.



Lila Benzia Kadoun et Rémy Léger mènent la liste « Pour Caudebec ». - Paris Normandie



Publié: 3 Mars 2026 à 17h02 Temps de lecture: 1 min

Comme la grande majorité de leurs colistiers, Rémy Léger, 30 ans et collaborateur parlementaire de Didier Marie (PS), et Lila Benzia Kadoun, retraitée de la restauration, se présentent pour la première fois à une élection. « *Nous avons pris le parti de faire une campagne apaisée, axée uniquement sur Caudebec et les Caudebécals* », expliquent-ils.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Soutenue par « *le PS, le PCF et les Écologistes* », « Pour Caudebec » veut donner un « *nouveau cap* » et porter « *une nouvelle ambition* » pour la Ville. « [Nous avons beaucoup écouté](#), analysé, et notre programme en découle. Il est le reflet des préoccupations des habitants. »

## Cuisine centrale

En priorité, « *l'éducation et la jeunesse* » annonce Rémy Léger. « *Créer une cuisine centrale pour les écoles et le portage de repas avec des produits locaux pour mieux gérer le gaspillage et les coûts, énonce le candidat, et mettre en place, dans les écoles et avec les enseignants, un petit-déjeuner.* »

Le projet est aussi de « *renforcer l'aide aux devoirs pour tous les jeunes Caudebécais jusqu'en 3e, pour préparer l'avenir.* »

## Quotient familial

Le soutien aux familles fait l'objet de deux propositions : « *Former un agent dédié à faire le lien social, éducatif et culturel pour accompagner les parents d'enfants handicapés et faciliter leur parcours* » ; « *Donner aux familles monoparentales, qui représentent plus de 20 % à Caudebec, un statut et ne plus compter les pensions alimentaires dans le calcul du quotient familial* ».

Troisième axe majeur, l'amélioration du cadre de vie. Il passe par la sécurité avec « *le recrutement de deux policiers municipaux supplémentaires pour porter leur nombre à sept* » et une réorganisation de [la rue de la République](#) « *avec plus de places de stationnement, de la végétalisation et l'instauration d'une zone de rencontre où le piéton est prioritaire* ». Des projets qui « *sont en phase avec le quotidien des habitants et leurs aspirations* ».

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



## Municipales 2026. Près d'Elbeuf, Gérard Soucasse veut améliorer le cadre de vie

Frédérique THULLIER

4-5 minutes

Adjoint aux Finances sortant, Gérard Soucasse mènera la liste « Saint-Aubin ensemble ». Il continuera à gérer la Ville en « bon père de famille » tout en améliorant le cadre de vie et la sécurité.



Gérard Soucasse fait de l'amélioration du cadre de vie sa priorité pour le prochain mandat. - Paris Normandie



Publié: 3 Mars 2026 à 20h10 Temps de lecture: 1 min

C'est sous le même nom qu'en 2020, « Saint-Aubin ensemble », que s'est constituée la liste autour de Gérard Soucasse, l'adjoint à la maire sortante qui ne brigue pas de second mandat, « *parce que nous nous inscrivons dans la continuité* », justifie le candidat. Comptable de métier, chargé des Finances depuis 2009, le quinquagénaire propose une liste renouvelée aux deux tiers.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Sa priorité sera « *l'amélioration du cadre de vie, la végétalisation et le refleurissement de la ville*, annonce Gérard Soucasse. *Les habitants ont envie d'un environnement plus agréable, qui passe par la propreté. Aussi, nous créerons une équipe dédiée à l'entretien quotidien de nos espaces communs. Nous inciterons les habitants à planter des végétaux en renouvelant la subvention à l'achat d'un arbre, et veillerons au respect de l'environnement.* »

### **« Fiers de leur ville »**

Pour lutter contre le sentiment d'insécurité, le déploiement de la vidéosurveillance est au programme « *pour atteindre 80 caméras à la fin du mandat* », précise le candidat. Il est prêt à revoir sa position quant à [la création d'une police municipale](#) « *parce que les temps changent. La première année du mandat, nous étudierons sérieusement le dossier et nous organiserons un référendum pour laisser la population choisir après avoir défini les coûts et les arbitrages à prendre sur les investissements et la hausse des impôts éventuelle.* »

Continuer à gérer le budget « [en bon père de famille](#) », développer les échanges intercommunaux, rénover le site Internet de la Ville, s'opposer aux atteintes à l'environnement telles que « [l'extension de la Fosse Marmitaine](#) », assurer la pérennité du centre de secours... feront partie des préoccupations. « *Je veux que les habitants se sentent bien à Saint-Aubin et soient fiers de leur ville* », conclut Gérard Soucasse.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[Près d'Elbeuf, un nouveau toit pour les associations sportives et](#)

## L'ex-DGS de Neufchâtel-en-Bray, visé par une enquête pénale, revient en Normandie

Auteur Manuel Sanson

15–19 minutes

---

D'après les informations du Poulpe, plusieurs agents de la commune ont déposé plainte contre l'ancien chef de l'administration communale pour management toxique et propos inappropriés. Parti vers la Vendée il y a quelques mois, ce cadre de la fonction publique est de retour dans la région.

Et Samuel Roullé s'était envolé vers d'autres cieux. Directeur général des services (DGS) de la commune de Neufchâtel-en-Bray (Seine-Maritime) entre 2023 et 2025, ce fonctionnaire d'État quadragénaire, ex-policier, était retourné dans le giron du ministère de l'intérieur, au poste de directeur du secrétariat général commun départemental de la Vendée.

Son départ de la capitale du pays de Bray s'est appliqué au 1<sup>er</sup> octobre 2025 dernier, officiellement à l'aune d'un pur choix de carrière. Il vient pourtant de revenir tout récemment en Normandie. Et les informations obtenues par *Le Poulpe* apportent aujourd'hui un tout autre éclairage sur sa fin de mission à Neufchâtel-en-Bray, confirmant les différents témoignages recueillis.

D'après nos renseignements, Samuel Roullé a quitté ses fonctions alors qu'il est visé par une enquête pénale instruite du chef de harcèlement moral, conduite par la gendarmerie de Dieppe sous la houlette de la procureure de la République de la même ville. L'enquête ouverte initialement à Neufchâtel-en-Bray aurait été délocalisée à Dieppe pour écarter tout risque d'interférences politiques.

Selon nos sources, entre cinq et dix plaintes auraient été déposées contre l'ex-policier par des agents ou anciens agents de la commune de Neufchâtel-en-Bray. Contactée, Marion Meunier, procureure de la République, n'a pas donné suite. D'après nos informations, l'enquête est toujours en cours. Samuel Roullé demeure présumé innocent à ce stade de la procédure judiciaire.

## "Je lui ai dit de s'éclater"

Des différents témoignages recueillis par *Le Poulpe*, tous sous couvert d'anonymat par crainte de représailles, il ressort que l'ex-DGS de la commune aurait exercé un management autoritaire voire harcelant à l'encontre de certains agents de la commune, des femmes pour la plupart.

Interrogé, Samuel Roullé réfute tout harcèlement moral, assumant sa méthode de management et « *des choses qu'il fallait recadrer* ». Il affirme bénéficier de la protection fonctionnelle accordée par la commune de Neufchâtel-en-Bray.

Selon les éléments recueillis, il semble que le DGS ait d'emblée voulu imprimer sa marque au sein de l'administration communale. Deux sources rapportent ainsi que, lors de la première réunion qui s'est tenue à l'été 2023, Samuel Roullé, qui dément formellement, aurait décrit sa vision du management en des termes plus que surprenants : « *De toute façon, le management c'est comme la sodomie, peu importe comment on s'y prend, ça fait toujours mal* ».

Le ton était donné. Plusieurs de nos sources affirment que la première plainte déposée contre lui remonte au printemps 2025, après que le DGS s'était immiscé de manière triviale dans la vie privée d'une salariée, commentant ainsi sa volonté de ne plus vouloir d'enfant : « *Vous baisez pour le plaisir maintenant* », lui aurait-il renvoyé tout de go.

Là encore, Samuel Roullé, « *formateur en management* », nie farouchement ces propos. Il admet néanmoins avoir échangé avec l'agent(e) à propos de sa vie intime. « *Je lui ai dit de s'éclater* », convient-il.

La salariée a été mise en arrêt maladie et a déposé plainte par la suite. Dans un second temps, les enquêteurs ont convoqué à la gendarmerie différents agents de la commune. Certains d'entre eux ont aussi porté plainte à l'issue de leur audition.

Dans son témoignage écrit transmis à la justice, l'une des plaignantes liste toute une série de commentaires désobligeants ou d'agissements loin des standards de management en vigueur dans les collectivités publiques.

Selon cette plaignante, il aurait qualifié les aides à domicile du CCAS de « *moutons* » ou encore les AVS de « *cassos* ». « *Il tenait régulièrement des propos dénigrants à l'encontre des catégories défavorisées de la population* », ajoute une source interne à la mairie. « *Je n'ai jamais tenu de tels propos* », affirme au *Poulpe* le mis en cause.

Ce témoin évoque également « *des comportements insultants* ». Il ressort aussi des différents témoignages que Samuel Roullé était enclin à remettre en cause les compétences de ses subordonnés, à annuler des projets au terme de plusieurs mois de travail, et à maintenir les agents dans un état permanent d'insécurité professionnelle.

Samuel Roullé aurait rapidement pris les choses en main, allant jusqu'à rabrouer des élus de la majorité municipale. Une adjointe aurait ainsi quitté en larmes une réunion du bureau municipal après un vif échange avec le DGS.

### **"C'est quelqu'un de très compétent mais il est zéro au niveau management"**

Contactée par *Le Poulpe*, cette élue n'a pas donné suite. « *Il pouvait avoir des propos déplacés vis-à-vis des adjoints* », confirme une source interne à la mairie. Samuel Roullé conteste aujourd'hui être à la source de cette scène.

« *C'est un très grand manipulateur qui s'est employé à créer des clans à la mairie. Il avait aussi une emprise très forte sur le maire* », complète cette même source. « *C'est quelqu'un de très compétent mais il est zéro au niveau management. C'est marche ou crève* », observe un agent municipal ajoutant « *qu'il a brisé des gens à Neufchâtel-en-Bray* ».

Selon nos sources, Xavier Lefrançois, maire de la commune, aurait été alerté à maintes reprises des dysfonctionnements internes liés à la personnalité et aux méthodes controversées de son DGS. Sans que rien ne change. « *Tout le monde était au courant, notamment les élus, mais personne n'a rien fait* », résume l'un de nos interlocuteurs qui estime, visiblement encore marqué, que « *certain agents auraient pu y laisser leur peau* ». « *On ne comprend toujours pas pourquoi le maire n'a pas bougé* », souffle un salarié.

« *Il [le maire] était sous son emprise* », glisse de son côté une salariée. Dans sa plainte, elle indique aux gendarmes que le maire aurait pourtant « *recadré plusieurs fois M. Roullé* », décrit comme « *manipulateur* » et « *toxique* ». Sans réel effet manifestement.

« *Il [l'ex-DGS] a fait enlever la porte de son bureau qui menait à celui du maire. Ainsi, il pouvait intervenir à tout moment* », rapporte ainsi l'un de nos contacts, ce que Samuel Roullé conteste avec force.

« *On ne pouvait pas voir le maire sans le DGS* », témoigne une autre salariée qui dit avoir été « *mise au placard* » pour avoir osé s'opposer au DGS. Dessaisie de ses principales missions, elle s'est

ensuite retrouvée dans un bureau sans chauffage.

Contacté, Xavier Lefrançois n'a pas souhaité répondre à nos questions, assurant simplement « *n'avoir rien à se reprocher* » dans cette affaire.

L'édile a récemment annoncé ne pas vouloir briguer de nouveau mandat en 2026, arguant de son ras-le-bol du « *harcèlement administratif* » par l'État. Or, les rumeurs vont bon train quant aux véritables raisons de son renoncement. L'enquête judiciaire en cours visant en particulier son ancien DGS n'y serait pas étrangère, selon nos sources.

« *Samuel Roullé a été utilisé par le maire comme fusible* », juge, quant à lui, Joël Lacaille, élu d'opposition à Neufchâtel-en-Bray et candidat aux prochaines municipales. « *Il a pris les commandes grâce au maire, son supérieur hiérarchique en termes de RH. Il l'a mis sur le devant pour annoncer les mauvaises nouvelles* », estime-t-il. Il reconnaît néanmoins qu'il pouvait « *manquer d'humanité dans ses échanges avec les agents* ».

Dans l'une des plaintes que *Le Poulpe* a pu consulter, une salariée, actuellement en arrêt maladie, justifie son action judiciaire en raison de sa « *rétrogradation* » et des contestations de certains arrêts maladie sur prescription médicale.

Elle décrit Samuel Roullé comme quelqu'un d' « *assez autoritaire* », « *qui n'aime pas être contredit* ». « *Il dit connaître du monde et avoir connaissance de toutes les lois. Le personnel a peur de lui* », renchérit-elle.

De ce témoignage ressortent à nouveau des propos à connotation sexuelle, très loin donc d'un management normal. Au sujet d'un ordinateur fourni au service espaces verts, Samuel Roullé aurait lancé qu'il servait « *à regarder youporn* » alors que les agents utilisent cet outil pour la gestion de leurs congés.

Selon nos informations, le DGS aurait fait allusion, devant plusieurs agents, au film érotique "Emmanuelle" à propos d'un fauteuil en osier entreposé dans un local du service technique. S'il admet se souvenir du fauteuil, il réfute avoir été à l'origine de la référence à ce film célèbre. « *Il y avait chez lui beaucoup de sous-entendus d'ordre sexuel* », assure pourtant l'une de nos sources.

## **"Il a pu demander à une collègue si elle portait des strings"**

Une autre source interne, également plaignante dans la procédure en cours, explique au *Poulpe* qu'elle a été mutée de manière autoritaire et arbitraire de son poste de management vers un poste

sans encadrement. Et ce, avec l'assentiment du premier magistrat de la commune. « *Samuel Roullé a toujours été très désagréable dans sa manière de parler à tout le monde. Il ne supporte pas que quelqu'un s'oppose à lui* », glisse celle qui aujourd'hui s'estime victime.

Au passage, elle raconte, toujours très secouée, « *le dénigrement* » subi au quotidien. « *On m'a fait distribuer des poubelles sous la neige* », se souvient celle qui est passée de la direction administrative et financière au service technique.

Sans que cela ne s'inscrive forcément dans un cadre légal, cette salariée a vu son traitement indemnitaire amputé de 1000 euros mensuels selon l'arbitraire du tout-puissant DGS et avec l'accord du maire. « *Je me réserve le droit de déposer plainte contre lui [le maire]* », souffle notre contact.

Dans la même veine, cette agente mentionne des propos à connotation sexuelle proférés par le DGS. « *Il a pu demander à une collègue si elle portait des strings* », rapporte-t-elle. Samuel Roullé conteste avoir dit ces mots, remarquant néanmoins « *que l'on ne peut plus se permettre ce que l'on se permettait auparavant* ». « *Il lâchait tout le temps des références sexuelles face à des salariées. C'était très gênant* », relate une autre salariée de la commune.

Outre un management plus que problématique, Samuel Roullé se serait également distingué par d'autres mesures en lien avec son intérêt personnel. Selon différents témoignages, il aurait fait embaucher sa compagne au poste de responsable du CCAS. « *Elle travaillait auparavant dans les pompes funèbres sans aucun rapport avec son poste à la mairie* », glisse une source bien renseignée au sein de la municipalité.

Selon Joël Lacaille, le jury de recrutement a associé des élus d'opposition, peut-être pour tuer dans l'oeuf toute critique à l'encontre de ce recrutement pour le moins contestable ? « *Les autres candidats au poste n'avaient pas réellement le profil requis* », argue aujourd'hui l'opposant interrogé sur la sincérité de la procédure. « *J'ai abordé la question de ce lien d'ordre privé* », assure-t-il.

Samuel Roullé déclare n'être « *jamais intervenu* » dans cette procédure de recrutement « *parfaitement régulière* ».

Un autre recrutement a également fait beaucoup gloser. Celui d'un ASVP (ndlr : agent de surveillance de la voie publique) qui se trouve être un ami du DGS. Selon une source proche de la commune, l'entretien d'embauche aurait eu lieu « *en présence de Samuel Roullé et du conseiller municipal délégué à la sécurité, très proche du DGS* ». « *C'est faux* », martèle l'ex-DGS précisant s'être

justement tenu à l'écart de la procédure compte tenu du lien existant entre lui et le fonctionnaire.

## **"On sent encore l'emprise de M. Roullé à Neufchâtel"**

D'après l'une de nos sources, le nouvel embauché aurait été hébergé un temps par le directeur général des services. Cette embauche sujette à caution a été évoquée dans la plainte que nous avons pu consulter. « *Je suis intervenu sur ce sujet en conseil municipal pour questionner le maire sur l'opportunité de recruter quelqu'un hors de la région* », rapporte l'élu d'opposition Joël Lacaille, qui admet avoir eu connaissance du fait qu'il s'agissait « *d'un ami de M. Roullé* ».

Cette même plainte accuse aussi l'ex-DGS d'avoir utilisé des moyens communaux à des fins personnelles. « *M. Roullé fait travailler des agents du service technique chez lui durant le week-end. Tout le monde sait ce qu'ils font chez lui : il s'agit de travaux du bâtiment (plomberie, carrelage et autres). Ils y étaient chaque week-end début janvier et février. M. Roullé se vantait de vouloir faire une "love room" [en français : chambre d'amour] parce que c'était dans l'air du temps* », est-il écrit. « *Il appelait le plombier de la collectivité sur son temps de travail pour effectuer des travaux chez lui* », accuse de son côté une autre source.

Samuel Roullé confirme effectivement la présence de différents salariés à son domicile mais nullement pour effectuer des travaux. « *Des collègues sont venus partager un barbecue* », expose-t-il benoîtement. Et de tirer quelques scuds en direction du maire sur le même registre, accusant ce dernier d'avoir bénéficié, pour son propre profit, de prestations de différentes entreprises en bâtiment, par ailleurs en affaires avec la municipalité.

Questionné sur ce point précis, Xavier Lefrançois nie farouchement, affirmant être « *un exemple* » de probité.

Entre Samuel Roullé et Xavier Lefrançois, on dirait que le torchon brûle désormais. Selon le premier, sa compagne a tout récemment porté plainte contre l'édile pour des faits de harcèlement moral. « *Je suis visé par le maire à travers ma compagne dans un contexte électoral tendu et incertain* », affirme l'ancien DGS. « *On sent encore l'emprise de M. Roullé à Neufchâtel* », soutient une salariée de la commune.

De son côté, *Le Poulpe* a aussi enquêté du côté de Barcelonnette, commune du département des Alpes de Haute-Provence, où Samuel Roullé a officié avant d'atterrir à Neufchâtel-en-Bray. Plusieurs témoignages décrivent là aussi un bail des plus

mouvementés montrant de troublantes similitudes avec la situation normande.

Un habitant de la commune était ainsi monté au créneau dans la presse locale pour se faire le porte-voix des agents municipaux qui, selon lui, subissaient au quotidien les méthodes contestables du management de Samuel Roullé. « *Depuis des mois, comme de nombreux habitants, j'entends le récit de son comportement, ses altercations avec un médecin, divers commerçants exerçant en ville ou au marché, etc. Par ailleurs, son attitude avec les salariés de la commune est inacceptable* », écrivait ce président d'une association locale dans une lettre ouverte appelant au « *remplacement de ce DGS* ».

Cette sortie lui a valu une plainte en diffamation et une audition en gendarmerie. La procédure n'aboutira à rien au final. « *Il a fait la même chose à Barcelonnette que chez nous* », déplore aujourd'hui un agent de Neufchâtel-en-Bray.

Interrogée par *Le Poulpe*, une ancienne salariée de Barcelonnette décrit le calvaire qu'elle aurait subi en lien avec les méthodes du DGS. Elle aussi avait dénoncé le management problématique de Samuel Roullé dans une lettre ouverte envoyée en mairie et à la préfecture. Là encore, elle avait été convoquée à la gendarmerie suite à la plainte en diffamation de Samuel Roullé. Et de nouveau, la procédure n'avait rien donné.

Un bon connaisseur de la commune évoque aujourd'hui « *la gestion musclée* » de Samuel Roullé qui se serait heurté au refus d'une majorité de maires de la communauté de communes de le voir accéder au poste de DGS de l'intercommunalité. « *Il était peu apprécié* », croit savoir notre source.

Questionné sur son passage dans le sud-est, l'ex-DGS soutient n'avoir rien à se reprocher et avoir bénéficié du soutien de la maire tout au long de sa mission.

Une nouvelle fois et de manière assez étonnante compte tenu son pedigree, Samuel Roullé devra faire ses preuves en Normandie. Il vient effectivement d'être nommé au poste de directeur général des services de la communauté de communes interrégionale Aumale-Blangy-sur-Bresle (CCIABB), intercommunalité proche de la ville de Neufchâtel-en-Bray.

## Projet de loi “Décentralisation” : au sein de la préfectorale, la tentation de déroger à la loi et non plus uniquement au règlement

Par Simon Gendrel

5-7 minutes

---

Promis par Sébastien Lecornu dès son arrivée au gouvernement, le projet de loi Décentralisation (PJL) n'en est encore qu'au stade de l'esquisse. Entamé par son prédécesseur, François Bayrou, qui s'était employé à recueillir les doléances des préfets au cours de l'année dernière, l'avant-projet de loi diffusé à la mi-février reprend aujourd'hui de nombreuses revendications du corps préfectoral, lequel accueille avec bienveillance les premières pistes du gouvernement.

Parmi les dispositions les plus notables figure l'attribution au préfet de la qualité de délégué territorial des agences et opérateurs de l'État. Le texte prévoit également un renforcement du pouvoir de dérogation préfectoral, à la fois élargi dans son champ et sécurisé sur le plan pénal. Autre évolution structurante : la volonté de faire du préfet le “guichet unique” des demandes de subventions émanant des collectivités territoriales.

Lire aussi : [Le projet de loi “Décentralisation” entend conforter le contrôle de l'État autour de la “figure du préfet”](#)

Mais il est une remontée préfectorale de l'époque Bayrou qui ne figure pas dans le texte : l'introduction d'un véritable droit à l'expérimentation au bénéfice des préfets. Pensé comme complémentaire au droit de dérogation, ce nouvel outil pourrait permettre de donner une portée concrète aux ambitions affichées par l'exécutif.

### Un élargissement du pouvoir de dérogation attendu

*“Avec ce droit nouveau, il s'agirait de prendre au mot le président de la République, lorsqu'il affirme que les préfets doivent être les patrons du département”, analyse un haut fonctionnaire, estimant que ce rôle de patron mériterait d'être consacré juridiquement. Il*

constituerait un apport décisif à la volonté de réforme jugée *“salutaire et efficace”* du pouvoir de dérogation préfectoral, que le gouvernement entend élargir afin de lever les contraintes pesant sur un dispositif encore considéré comme *“sous-appliqué”*.

À la différence du pouvoir de dérogation, qui ne concerne que la non-application des normes réglementaires – *“c’est essentiellement un pouvoir négatif”*, explique un expert –, le droit d’expérimentation pourrait s’appliquer aux normes législatives.

Illustration concrète : sur le refus d’obtempérer, *“ce serait intéressant pour le préfet d’avoir une pleine marge de manœuvre pour immobiliser les véhicules au-delà de 30 km/h s’il y a un citoyen en excès de vitesse ou avec un taux d’alcool trop élevé”*, précise une source. Aujourd’hui, ce type d’intervention reste impossible, car il toucherait à une norme législative, affectant les principes de liberté de circulation et de droit de propriété.

### **Un pouvoir d’expérimentation complémentaire**

*“Cette expérimentation serait au bénéfice d’une politique publique comme la sécurité routière”,* ajoute-t-il. *“Concrètement, à la différence du pouvoir de dérogation, cela permet d’agir sur les réalités concrètes du terrain.”*

Il s’agirait pour le préfet de tester des modalités d’action différentes des pratiques existantes afin d’en vérifier l’efficacité locale, dans une logique *“d’adaptation et de souplesse”*. Comme pour le pouvoir de dérogation déjà en place, ce nouveau droit serait strictement encadré juridiquement, limité dans le temps et assorti d’une évaluation obligatoire.

Ce droit à l’expérimentation viserait aussi à rendre pleinement opérationnel le pouvoir de dérogation préfectoral qui peine à s’imposer. *“Nous n’avons pas cette culture de l’expérimentation ; aujourd’hui, il faut franchir ce pas”,* explique un haut fonctionnaire en ajoutant que *“le préfet doit pouvoir expérimenter des politiques publiques répondant à une demande ou à un besoin des élus ou de la population”*. Aujourd’hui cette prérogative est exclusivement réservée à l’État et aux collectivités territoriales.

Lire aussi : [Avec le soutien du gouvernement, le Sénat étend le pouvoir de dérogation aux normes des préfets](#)

L’actuel pouvoir de dérogation doit alléger les démarches administratives, réduire les délais de procédure ou favoriser l’accès aux aides publiques. Comme le précise le décret du 8 avril 2020, les préfets de région et de département peuvent surtout *“déroger à*

*des normes arrêtées par l'administration de l'État pour prendre des décisions non réglementaires*”, dans un large champ de compétences encadré.

Or, aujourd'hui, les représentants de l'État n'usent *“pas suffisamment de leur pouvoir de dérogation”*, constate un ancien préfet. En cause : des freins juridiques, liés notamment au risque pénal, mais aussi une culture administrative peu propice à la prise d'initiative, marquée par la crainte de s'exposer vis-à-vis de la hiérarchie. Résultat, les préfets hésitent à engager des mesures expérimentales, pourtant nécessaires pour assurer le respect effectif des directives ministérielles et des normes en vigueur.

*“Depuis l'adoption de la réforme de responsabilité des gestionnaires publics de 2022, le pouvoir de dérogation n'était plus appliqué ; à cause d'elle il n'y a plus aucun gestionnaire qui veuille être « border », or il faut l'être pour faire avancer la réforme, c'est clair !”*, ajoute-t-il. De cette manière, le gouvernement entend mettre sur pied un véritable outil d'action de droit commun, capable surtout de mieux répondre aux spécificités locales.

Le projet de loi Décentralisation n'en est encore qu'à ses prémises. L'exécutif présentera sa copie devant les parlementaires en avril prochain, selon le calendrier livré par le Premier ministre, au début du mois de février. Reste à voir s'il prendra en compte *in fine* cette doléance.

## Normes, concours, contractuels : le gouvernement veut encore simplifier la gestion RH de la fonction publique territoriale

Marie Malaterre

4-5 minutes

---

L'exécutif poursuit son entreprise de simplification et a rendu public, le 27 février, auprès des associations d'élus locaux, son projet de loi portant simplification des normes applicables aux collectivités territoriales qui devrait être présenté après les élections municipales.

Un texte qui intervient après la publication le 21 février dernier du fameux "méga-décret" portant 36 mesures de simplification du fonctionnement quotidien des collectivités locales et d'assouplissement de leur organisation, et en attendant un nouveau projet de loi "décentralisation".

*"Le constat est partagé par les collectivités, l'État et nos concitoyens, notre corpus normatif est parfois illisible, détaille le gouvernement Lecornu dans l'exposé des motifs. Les règles sont écrites à un tel niveau de détail qu'elles finissent, dans certains cas, par entraver l'action des élus et la dynamique des territoires."*

L'objectif de ce nouveau texte est de poursuivre la démarche de facilitation du quotidien des collectivités locales à travers plusieurs propositions de simplifications de portée législative, concernant la vie des collectivités locales, leur fonctionnement, la gestion des ressources humaines, la gestion budgétaire et financière, l'environnement, l'aménagement, l'urbanisme, le patrimoine ou encore le droit des personnes et l'éducation.

Lire aussi : [Fonction publique territoriale : simplification en vue des procédures RH](#)

Un projet de loi "modeste" comme le confesse lui-même le gouvernement mais qui se veut concret. Il comporte notamment un volet destiné à simplifier la vie des collectivités sur le front de la gestion des ressources humaines à travers six articles.

Le premier porte sur la procédure applicable au renouvellement d'un agent contractuel sur l'emploi qu'il occupe et pour y exercer les mêmes fonctions, en supprimant l'obligation de publication de l'avis de vacances de cet emploi. Une disposition qui entend s'appliquer aux trois versants de la fonction publique.

Le deuxième article vise à simplifier le recrutement des agents territoriaux en supprimant l'obligation d'organiser une épreuve orale pour les concours sur titres, obligation qui n'existe que dans le cadre des concours de la fonction publique territoriale. Dans cette perspective, les décrets statutaires de chaque cadre d'emplois détermineront, au cas par cas, si une épreuve orale de concours se justifie toujours.

### **Congé spécial, mises à disposition, promotion interne...**

Le texte a aussi pour ambition de simplifier les situations individuelles des agents en congé spécial à la suite de la réforme des retraites votée en 2023. L'objectif est d'instaurer, à titre dérogatoire, un dispositif transitoire permettant aux fonctionnaires en congé spécial de bénéficier d'une prolongation de ce congé jusqu'à l'âge à partir duquel leur pension de retraite peut être liquidée. *“Par ailleurs, cet article met en extinction, pour la fonction publique territoriale, le congé spécial qui est un dispositif dérogatoire applicable uniquement aux fonctionnaires occupant un emploi fonctionnel en position de détachement”*, peut-on aussi lire dans l'exposé des motifs.

Il est par ailleurs question de supprimer l'obligation d'information préalable de l'organe délibérant des mises à disposition intégralement remboursées, tout en prévoyant une information qui pourra s'effectuer a posteriori. À noter que le dispositif actuel d'information préalable est maintenu lorsque la mise à disposition n'est pas intégralement remboursée.

Le dernier article prévoit de supprimer l'obligation faite aux centres de gestion de veiller à ce que les listes d'aptitude de promotion interne comprennent une part de secrétaires de mairie. Il est également prévu un maintien de la limitation du droit syndical des membres du corps préfectoral, pour tenir compte de la réforme de la haute fonction publique. L'article vise ainsi à maintenir la situation historique des agents occupant les fonctions de préfet et de sous-préfet.

## Le dispositif des conseillers numériques en passe de s'éteindre progressivement d'ici 2027

*Victoria Beurnez*

6-7 minutes

---

Après un temps d'incertitude, le budget de l'État est désormais fixé pour 2026. Le document confirme les craintes des acteurs de l'inclusion numérique : seuls 14 millions d'euros sont attribués au dispositif des conseillers numériques en 2026. Cette somme n'est pas anodine : passés de 4000 en 2025 à environ 2800 en 2026, les conseillers numériques risquent de définitivement disparaître d'ici à 2027, faute de moyens pour garantir la pérennité de leurs postes.

En 2026, ce sont ainsi 14 millions d'euros qui seront alloués au programme budgétaire 343 : "France Très Haut Débit", qui embarque justement ce dispositif. À titre de comparaison, il avait été abondé en 2025 d'environ 40 millions d'euros. Cette somme servait majoritairement à rémunérer les conseillers numériques.

### Environ 1400 conseillers fin 2026

Du fait de cette réduction budgétaire, Intercommunalités de France estime, dans [un communiqué](#), que ces agents ne seront plus que 1400 à la fin de l'année 2026 avant de disparaître finalement dans le courant de l'année 2027. Selon les estimations d'Intercommunalités de France, environ 28 millions d'euros auraient été nécessaires pour maintenir le dispositif.

Lire aussi : [Entre flou budgétaire et suppression de postes, l'avenir de l'inclusion numérique en suspens](#)

Comment va se passer sa disparition progressive ? En l'état, les collectivités territoriales disposant d'une convention avec la Banque des territoires, qui pilote le dispositif, pour rémunérer leurs conseillers numériques verront ces postes maintenus ; ces conventions ayant une durée de 36 mois maximum. En outre, les collectivités territoriales, et donc employeuses de ces conseillers numériques, ont reçu l'instruction de ne ni renouveler ni ouvrir de nouvelle convention, ce qui implique la clôture de la majorité

d'entre eux d'ici un peu plus d'un an. Certes, la décision reste cantonnée à 2026 : dans les faits, d'ici la fin de l'année, les futurs arbitrages budgétaires pourraient de nouveau abonder financièrement cette mission. Mais les postes auront bien, d'ici là, été supprimés. La baisse des financements est perçue par les acteurs comme une perte de vitesse de cette politique publique.

### **La dématérialisation augmente**

Parallèlement, la dématérialisation des démarches administratives augmente : fin 2025, ce ne sont pas moins de trois rapports, issus du Sénat, de la Cour des comptes et de la Défenseure des droits, qui sont parus sur le sujet plus large de l'accès aux services publics et des conséquences de la dématérialisation. En octobre dernier, la ministre déléguée chargée de l'Intelligence artificielle et du Numérique de France, Anne Le Hénanff, connue pour son versant territorial, faisait elle-même la promotion de ce dispositif qu'elle estimait indispensable, alors que près de la moitié des Français (44 %) affirment avoir des difficultés lors de la réalisation de démarches administratives en ligne.

Lire aussi : [Services publics: le Défenseur des droits alerte sur une dématérialisation "ambivalente"](#)

Les arbitrages budgétaires sont désormais immuables. Si la sentence était attendue de longue date, sa confirmation fait beaucoup réagir les acteurs de l'inclusion numérique. *“Les intercommunalités se sont pleinement engagées. Beaucoup ont intégré les conseillers numériques dans leurs équipes, structuré des feuilles de route locales et participé à la professionnalisation d'une filière émergente. Mettre fin au dispositif national actuel, c'est fragiliser un investissement collectif construit depuis cinq ans”*, ont ainsi réagi les Intercommunalités de France dans un communiqué.

L'association dénonce des contradictions entre les ambitions affichées par l'État et les moyens alloués à ces dernières. *“La disparition du cadre national fragilise l'homogénéité de l'offre de services, des formations et des compétences sur l'ensemble du territoire”*, regrette l'association dans son communiqué.

### **Aucune alternative, pour l'heure**

Pour l'heure, aucune annonce pour pallier la fin du dispositif n'a été faite côté gouvernement. *“Aucune continuité de financement n'est prévue après la fin des conventions en cours”*, regrette Mélusine Blondel, co-directrice de la Mednum, coopérative nationale des acteurs de l'inclusion numérique. *Nous sommes très inquiets pour la continuité de ce service public qui a fait ses preuves, car il y a de*

*la demande et du besoin.*” Depuis plusieurs mois, la présidente témoigne de *“messages d’au revoir des personnes n’allant pas être renouvelées. C’est une période compliquée pour le secteur, car les collectivités sont aussi à bout de souffle financièrement et il est difficile de savoir ce qu’il va se passer”*, continue Mélusine Blondel.

Le dispositif des conseillers numériques témoigne plus largement d’une baisse des efforts sur cette politique publique : dans une étude réalisée par la Mednum, encore non publiée mais dont les résultats ont été communiqués à *Acteurs publics*, les structures répondantes de la médiation numérique ont connu, pour 75 % d’entre elles, des baisses de subventions publiques entre 2024 et 2025, qu’elles soient fortes ou modérées.

Lire aussi : [“Pour soutenir l’inclusion numérique, il y a une expérimentation à lancer auprès du privé”](#)

20 % de ces structures estiment que pour maintenir leurs actions en 2026, il leur manque à ce jour plus de la moitié du budget nécessaire. *“Certes, le privé doit prendre ses responsabilités sur la question, mais il s’agit avant tout d’une politique publique qui doit être portée par l’État”*, conclut Mélusine Blondel. Contacté sur d’éventuelles alternatives au dispositif de conseillers numériques dans les années à venir, le ministère de l’Intelligence artificielle et du numérique ne nous a pas répondu.

## Nominations à la Cour des comptes : un ajustement discret pour préserver la réputation d'indépendance

Par Paul Idczak

4-5 minutes

---

La Cour des comptes devrait voir clarifié le pouvoir de nominations en son sein. Le projet de loi de sécurisation du droit de la fonction publique présenté au cours du Conseil des ministres du 25 février contient un article discret mais symbolique : le rétablissement des conditions de nomination des conseillers maîtres en service extraordinaire (CMSE) qui prévalaient avant la réforme de la haute fonction publique opérée en 2021. Un enjeu d'image.

Pour rappel, les CMSE ne sont pas des magistrats de carrière mais ils sont nommés pour une durée de cinq ans non renouvelable en raison de leur compétence. Historiquement, deux catégories de personnes peuvent prétendre à ces fonctions : d'un côté, les fonctionnaires *"appartenant aux corps de contrôle des ministères"*, ainsi que les personnes *"ayant exercé des fonctions d'encadrement supérieur au sein de l'État ou d'organismes soumis au contrôle des juridictions financières"*, mises à disposition par leur administration ; de l'autre, celles *"dont l'expérience et l'expertise particulières sont nécessaires aux activités et aux missions de la Cour des comptes"*, accueillies en détachement à la Cour.

Lire aussi : [Amélie de Montchalin attendue de pied ferme à la Cour des comptes](#)

Historiquement aussi, le Premier président avait la main sur le second vivier mais pas sur le premier. La réforme de 2021 visait à lui confier, aussi, le premier, en prévoyant que tous les CMSE soient nommés *"sur [sa] proposition"*. Une façon de renforcer l'indépendance de la Cour. Las, dans les faits, l'Élysée n'a pas vraiment desserré la bride.

### Un respect des effectifs rendu *"difficile"*

L'ex-Premier président, Pierre Moscovici, n'était *"pas demandeur"* de ce pouvoir élargi, indique une source rue Cambon à *Acteurs*

*publics*. De fait, l'étude d'impact du projet de loi présenté il y a quelques jours note que ce pouvoir supplémentaire de nomination *"n'a pas, dans les faits, pu être pleinement exercé"* par le patron de la Cour, puisque l'initiative des nominations est *"restée partagée avec l'exécutif"* en dépit du changement réglementaire. En outre, les conditions de nomination *"identiques entre les deux catégories de CMSE"* ont pu être *"une source de confusion"* et rendre *"difficile"* le respect des effectifs prévus pour chacune de ces deux catégories, chacune limitée à 12 unités, explique la même étude.

Depuis 2021, certaines nominations ont pu être faites à l'initiative de l'exécutif, même si aucune nomination de CMSE n'a été opérée sans que le Premier président ne reçoive les candidats et ne donne son aval. Si le droit a été respecté, puisqu'il y a toujours eu proposition du Premier président de la Cour, les nominations n'ont ainsi pas toutes été faites à l'initiative de ce dernier. Une situation qui justifie ce retour en arrière, souhaité de longue date par par Pierre Moscovici, selon nos informations. Sans qu'un véhicule législatif approprié n'ait pu être trouvé au cours des mois qui ont précédé son départ.

Lire aussi : [Pierre Moscovici rejoint la Cour des comptes européenne](#)

C'est désormais chose faite avec l'article 4 du projet de loi portant diverses mesures urgentes de sécurisation du droit de la fonction publique. Le texte clarifie le processus de nomination et n'attribue plus au Premier président un pouvoir de nomination qu'il n'a jamais vraiment pu exercer dans les faits sur le premier vivier. Il réinstaura ainsi la situation en place avant 2021 : 12 noms choisis à l'initiative du Premier président, et les 12 autres proposés par le chef de l'État.

L'attachement à la transparence des nominations, *"garantie essentielle pour la réputation d'indépendance de la Cour"*, selon les termes glissés par un magistrat financier à *Acteurs publics*, doit ainsi s'en trouver renforcée. Un geste symbolique bienvenu alors que la nomination d'Amélie de Montchalin à la tête de l'institution bicentenaire a créé des remous et posé des questions sur l'indépendance de cette maison.